



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

La victoire de l'Ukraine à Kherson rebat les cartes sur l'ensemble du front avec la Russie	Page 2
La guerre en Ukraine - Au feu et à mesure	Page 5
Quelle paix pour l'Ukraine Comprendre les causes de la guerre pour y mettre fin	Page 10
Pourquoi Erdogan pourrait choisir la guerre avec la Grèce ?	Page 17
Vers des millions de déplacés climatiques au Moyen-Orient ?	Page 22
La campagne de désinformation d'Evguéni Prigojine dans toute l'Afrique	Page 24
Comment adapter son outil militaire durant un conflit ? L'exemple de la guerre des Malouines	Page 27
Économie de guerre	Page 36



La victoire de l'Ukraine à Kherson rebat les cartes sur l'ensemble du front avec la Russie

Par Daniel Michaels | The Wall Street Journal - 21 novembre 2022 à 12h45

La reconquête de la ville du sud du pays offre notamment aux forces de Kiev l'opportunité de menacer l'approvisionnement russe de la Crimée



Un sniper ukrainien en position dans la région de Kherson.

Bernat Armangue /AP /SIPA /Bernat Armangue/AP/SIPA

La reprise de Kherson par l'Ukraine a des répercussions sur des théâtres d'opérations très éloignés, à un moment où Moscou redéploie ses troupes pour reprendre l'initiative et où Kiev cherche à capitaliser sur ses récents succès contre les forces d'invasion russes.

Avec la perte de Kherson, la seule capitale régionale conquise en près de neuf mois de combats, la Russie a subi un revers embarrassant. Mais ses troupes semblent avoir quitté la ville en bon ordre, ce qui va permettre à Moscou d'affecter ailleurs ses meilleures unités, estiment les analystes militaires.

Les troupes ukrainiennes — galvanisées par la reprise de la ville sans effusion majeure de sang, contrairement à ce que beaucoup avaient prédit — poursuivent leurs mouvements en bombardant les forces russes qui ont quitté la ville, tout en repoussant une offensive russe plus loin au nord-est autour de la ville de Bakhmut.

Le président Volodymyr Zelensky a déclaré samedi qu'il avait évoqué les combats dans cette région avec des hauts responsables ukrainiens. « Nous faisons tout pour aider nos héros à résister aux attaques russes », a-t-il précisé sur Telegram.

Même si les forces de Kiev ne progressent pas rapidement aux alentours de Kherson, leur récente offensive leur permet de cibler les lignes de ravitaillement russes menant à la péninsule de Crimée, que Moscou a annexée en 2014. Les bases militaires et la population civile russes de cette région dépendent de l'approvisionnement et de l'eau douce en provenance du territoire ukrainien. Celle-ci traverse des territoires dont certains restent sous le contrôle de Moscou alors que d'autres sont désormais occupés par les troupes de Kiev



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Le mois dernier, l'Ukraine a réduit la capacité russe à approvisionner la péninsule en endommageant le pont de Kertch lors d'une attaque à l'explosif. Moscou l'a construit en 2016 pour relier directement la Crimée à la Russie. Désormais, la plupart du ravitaillement doit se faire plus lentement par bateau ou via la seule ligne ferroviaire serpentant à travers le sud-est de l'Ukraine, un territoire tenu par la Russie qui pourrait se retrouver à portée de tir de l'artillerie et des drones de Kiev.

Selon les stratèges militaires, les derniers développements offrent à l'Ukraine toute une panoplie d'options, lui permettant de maintenir la pression sur plusieurs fronts et lui donnant la possibilité de tirer parti de nouvelles opportunités. Les troupes russes, en revanche, montrent des signes de désorganisation et de démoralisation, d'après les publications sur les réseaux sociaux et d'autres renseignements de source ouverte.

« Je pense que les Ukrainiens devraient maintenir la pression sur les Russes autant qu'ils le peuvent » malgré l'approche de l'hiver, a déclaré mercredi le général Mark Milley, chef d'état-major interarmées des Etats-Unis. « Il est clair que la volonté des soldats russes de se battre n'est pas à la hauteur de celle des Ukrainiens. »

Les troupes de Kiev ont repris Kherson début novembre après une offensive de plus de deux mois, en grande partie grâce à l'artillerie de précision — comme les M142 Himars — fournie par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. En atteignant, dans la région de Kherson, la rive droite du fleuve Dniepr, elles peuvent cibler sur des kilomètres des positions et des lignes de ravitaillement russes situées à l'est et au sud.

L'Ukraine bombarde déjà les troupes d'invasion repliées sur l'autre rive de ce large fleuve, où elle a aussi récemment débarqué des forces spéciales. Les responsables ukrainiens n'ont pas donné de détails sur ces opérations militaires.

« Si les Ukrainiens traversent le fleuve en nombre, je pense que beaucoup de Russes déguerpiront », comme ils l'ont fait à Kherson, estime Glen Grant, un lieutenant-colonel britannique à la retraite qui conseille l'armée ukrainienne depuis 2014. « Plus vite les Ukrainiens pourront traverser le Dniepr, plus ce sera bénéfique pour eux » en raison du désarroi apparent qui règne chez les Russes dans la région, ajoute-t-il.

Le général en chef de la Russie a justifié le retrait de Kherson comme un moyen de redéployer des troupes vers d'autres théâtres d'opérations. Le président Vladimir Poutine a fait de la conquête du Donbass — une région historiquement russophone, que les alliés locaux des Russes occupent partiellement depuis 2014 — une priorité politique.

Selon les observateurs, les attaques menées jusqu'à présent autour de Bakhmut n'ont débouché que sur de maigres gains territoriaux. Le général Milley estime que l'Ukraine combat en utilisant une « défense mobile très, très efficace » dans la région.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Si l'Ukraine tente de soumettre la Crimée, Washington a prévenu qu'il n'interviendrait pas. Il a toutefois demandé à Kiev de ne pas utiliser d'armes fournies par l'Occident pour attaquer le territoire russe

Le ministère britannique de la Défense a déclaré vendredi que, près de la frontière de la Crimée et dans le Donbass, les forces russes creusaient des tranchées, à environ 65 kilomètres derrière les lignes de front, « ce qui laisse penser que les responsables russes se préparent en cas de nouvelles percées majeures des Ukrainiens ».

Dans le Donbass, la situation pourrait évoluer si Moscou achemine dans la région davantage de ses troupes récemment mobilisées ou d'unités auparavant employées à Kherson. Pendant les deux mois d'offensive contre cette ville, la Russie semble avoir retiré près de 20 000 de ses meilleurs soldats pour les redéployer ailleurs et les remplacer par des conscrits, qui ont été les derniers à fuir et à retraverser le Dniepr.

« La Russie a réussi à préserver une grande partie de ses meilleures forces », observe Ed Arnold, chargé de recherche sur la sécurité européenne au Royal United Services Institute, un think tank basé à Londres.

Néanmoins, précise-t-il, considérer Bakhmut comme un objectif militaire — alors qu'elle n'a qu'une importance mineure — risque de priver d'autres régions de moyens de défense.

L'augmentation du nombre de troupes russes dans le Donbass pourrait contraindre l'Ukraine à y déployer davantage de ses propres soldats et armements, limitant ainsi sa capacité à attaquer sur d'autres points. Mais il n'est pas certain qu'un renforcement de la présence des troupes de Moscou puisse faire pencher la balance en sa faveur.

« L'une des leçons de cette guerre est qu'il ne suffit pas d'aligner beaucoup d'hommes. C'est la façon de se battre qui compte, et les Ukrainiens ont été meilleurs dans ce domaine », résume M. Arnold.

Afin de mettre la pression sur Moscou, frapper la Crimée et les troupes russes dans le sud de l'Ukraine en utilisant de l'artillerie, des drones ou des unités terrestres pourrait être une option pour Kiev.

Selon les analystes militaires, Kiev pourrait notamment viser la zone située dans le sud de l'Ukraine, qui s'étend à l'ouest des territoires russes jusqu'au Dniepr. Les forces ukrainiennes pourraient tenter de rompre cette liaison essentielle avec la Russie en faisant mouvement vers le sud, autour de la ville encerclée de Zaporijia. Une telle manœuvre bloquerait des troupes russes à l'ouest et isolerait celles présentes en Crimée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

La Crimée elle-même pourrait constituer une cible tentante pour l'Ukraine. M. Grant, le lieutenant-colonel précité, qui s'est récemment rendu en Ukraine, explique que la majorité des soldats russes qui s'y trouvent ne sont pas aguerris et que la péninsule « est probablement le point le plus faible » du territoire tenu par les Russes en Ukraine.

Le canal qui alimente la Crimée en eau pourrait également devenir un objectif militaire, mais Kiev pourrait s'abstenir de le frapper, poursuit M. Arnold, car cela nuirait aux civils de la région — l'Ukraine et l'Occident ont reproché à la Russie de s'en prendre à la population ukrainienne avec ses attaques de missiles et de drones. Envahir purement et simplement la Crimée apparaît par ailleurs plus difficile que de l'étouffer lentement, comme l'Ukraine l'a fait avec les forces russes à Kherson.

« Les Ukrainiens disposent aujourd'hui d'assez bonnes options pour faire plier la Crimée » et garder le contrôle de l'eau qui l'alimente comme moyen de pression, indique M. Arnold.

Si l'Ukraine tente de soumettre la péninsule, Washington a prévenu qu'il n'interviendrait pas. Il a toutefois demandé à Kiev de ne pas utiliser d'armes fournies par l'Occident pour attaquer le territoire russe. « Il appartient aux dirigeants ukrainiens d'examiner et de régler la question de la Crimée », a déclaré la semaine dernière le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin. *(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)*

La guerre en Ukraine - Au feu et à mesure

La guerre n'est pas chose linéaire, mais affaire de séquences. Celle qui se déroule en Ukraine a commencé classiquement par la séquence de révélation, celle où on constate de visu les capacités réelles des deux armées qui s'opposent. C'est souvent la plus surprenante, car comme pour deux équipes de sport qui n'ont pas joué pendant des années, il n'est possible de fonder les pronostics que sur des apparences.

Depuis le début des guerres industrielles, cette phase de révélation est souvent et rapidement cruelle pour l'un des camps, tant la capacité de destruction des armées modernes est importante. L'armée qui dispose des plus grandes capacités, et on rappellera que le capital matériel y est moins important que celui des hommes, l'emporte normalement très vite et de manière écrasante. L'affaire ne dure alors que quelques semaines, voire quelques jours.

Notons que ce duel des armes gagné, qu'il faut distinguer de la guerre elle-même qui engage toute la nation, n'augure de la Victoire avec un grand V que si elle s'accompagne d'une acceptation par l'exécutif politique ennemi. Dans la guerre en Ukraine, on a pu imaginer, alors que l'on anticipait généralement une victoire russe dans le duel des armées que la guerre se serait prolongée quand même sous forme de grande guérilla.

Cette anticipation n'a pas duré longtemps, car le révélateur des combats a montré dès les deux premières semaines plutôt un équilibre des forces. La guerre peut parfois s'arrêter à ce stade, si l'agresseur n'a rien gagné à son invasion et que l'agressé de son côté ne cherche pas à se venger ou le poursuivre comme lors de la guerre de 1979 entre la Chine et le Vietnam.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Si en Ukraine, les forces russes avaient été stoppées dès leur ligne de départ le 24 février, il aurait été peut-être possible pour les Russes de maquiller leur échec en « leçon » infligée à l'Ukraine ou de prétendre avoir déjoué un projet d'offensive ukrainienne dans le Donbass et on en serait resté là, au moins pour un temps.

Cela n'a pas été le cas. La Russie a subi une énorme défaite militaire autour de Kiev et n'a pas réussi à s'emparer de Kharkiv, mais elle a conquis de larges pans des provinces de Louhansk, Zaporijjia et Kherson. Elle a donc désormais beaucoup plus de choses à perdre si elle renonce que si son armée était restée sur la ligne du 24 février. Elle a par ailleurs encore l'espoir de continuer à avancer en adaptant son armée, qui reste puissante, au nouveau contexte. La guerre continue donc, mais elle est alors condamnée à être longue car il n'y pas souvent de demi-mesure dans les guerres industrielles. Si on ne gagne pas en quelques semaines, il faudra alors compter en années.

La faute en revient en partie à la violence même des combats. Se protéger dans les villes et les retranchements est le meilleur moyen de se soustraire un peu à la puissance de feu moderne. Les armées y ont spontanément recours dès lors qu'elles sont en posture défensive et disposent d'un peu de temps pour s'organiser. S'il n'y a pas de victoire militaire rapide, on assiste donc mécaniquement à une cristallisation progressive du front et un ralentissement mécanique des opérations. C'est ce qui se passe un peu partout en Ukraine à partir de mi-mars. Un front continu s'est formé du nord de Kharkiv à la tête de pont de Kherson, tandis que les Russes retirent à la fin du mois leurs armées décimées dans le nord du pays. Les frontières de Biélorussie et de Russie jusqu'à Kharkiv, prolongent la ligne de front par une barrière que les Ukrainiens ne peuvent franchir par crainte de provoquer une escalade majeure.

C'est le début de la guerre longue, celle où en arrière de la zone opérationnelle les nations mobilisent pleinement leurs forces pour augmenter les capacités de leurs armées et plus en arrière encore celle où les différentes nations extérieures choisissent leur camp. La guerre est alors globale.

Cette guerre longue débute par une séquence de trois mois. Elle est toujours à l'initiative des Russes, plus à l'aise dans cette guerre de positions que dans celle de mouvement grâce à leur puissante artillerie. Ils ont également réduit leurs objectifs à la taille de leurs moyens. Il s'agira cette fois à conquérir complètement le Donbass à grands coups de petites attaques sous appui d'artillerie. C'est lent, méthodique, mais paraît inexorable. Alors que Severodonetsk et Lysychansk sont tombées, on peut alors imaginer que Sloviansk et Kramatorsk seront les prises suivantes et que si rien ne change les Russes auront atteint leur objectif stratégique au mois de septembre.

Mais les choses changent toujours à la guerre et si on y est surpris, c'est qu'on se concentre sur le visible, comme les mouvements des drapeaux sur la carte des combats, et que l'on néglige les processus périphériques plus discrets. Dans la zone du duel des armées, on voit tout de suite les effets des opérations de conquête, le terrain change plus ou moins de main, alors que ceux des opérations de raids et de frappes sont plus longs, diffus et souvent indirects. On gagne rarement les batailles en frappant simplement les forces ennemies, mais en les affaiblissant ainsi on facilite le choc des unités de manœuvre.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

En arrière de la zone des combats, celle de la stratégie opérationnelle, il y a aussi la zone où s'exerce la stratégie des moyens (ou organique). C'est un archipel de camps ou de centres de formation/réflexion où on s'efforce d'augmenter ou au moins de restaurer les capacités des forces. Cet archipel s'active automatiquement dès le début des combats, mais souvent de manière fragmentée et improvisée. On apprend d'abord sur le tas et on bricole avec les moyens immédiatement à disposition. Et puis, avec l'allongement de la guerre, le processus se complexifie et s'organise. Il faut synthétiser les retours d'expérience, enseigner à tous les meilleures pratiques, instruire les nouvelles recrues, reposer les anciennes, associer les deux, apprendre à utiliser les équipements reçus, entraîner les états-majors, etc.

En superposition de cette zone de restauration/fabrication des capacités de combat, il y a la société qui en fournit les ressources humaines ou matérielles. Cette société subit elle-même une pression forte, des sanctions économiques jusqu'aux frappes aériennes en passant par les cyberattaques ou la propagande, afin qu'elle renonce justement de fournir des ressources et de se souffrir. En périphérie des pays en guerre, il y a les pays alliés qui y interviennent et qui eux-mêmes sont soumis à la même pression sur les sociétés, hors bien sûr celle des combats et des frappes.

En résumé, en arrière de la zone des combats où finalement les choses sont les plus prédictibles, il y a tout un réseau de processus politiques, économiques, diplomatiques, militaires, logistiques, souvent connectés entre eux. Les surprises à l'avant viennent de ces flux, de choses, d'idées ou de sentiments, qui viennent de l'arrière.

Au mois de juillet 2022, la surprise vient de l'arrêt soudain de l'avancée des drapeaux russes sur la carte. Rétrospectivement, on peut l'expliquer par la conjonction d'une usure des troupes de manœuvre russes que ne compensait pas une « structure de production de soldats » très imparfaite en opposition à une structure ukrainienne qui parvenait elle à augmenter les capacités en ligne. On a pu constater aussi les effets de la nouvelle artillerie ukrainienne fournie par les Occidentaux qui ont permis par une campagne intelligente de frappes d'enrayer la logistique de l'artillerie ennemie ou de cloisonner les forces sur la tête de pont de Kherson. Les Russes ne trouvent pas de parade tactique et ne parviennent pas à se renforcer.

On aboutit ainsi à un équilibre où rien ne bouge en juillet et août jusqu'à laisser croire par prolongement de la tendance qu'il en sera ainsi pendant de longs mois. Il n'en est évidemment rien, car les processus arrière sont toujours à l'œuvre et que la montée en puissance de l'armée ukrainienne se poursuit alors que l'armée russe stagne toujours voire s'affaiblit.

La nouvelle rupture, et donc le début d'une nouvelle phase, est arrivée début septembre par une victoire spectaculaire ukrainienne dans la province de Kharkiv et au nord de Sloviansk. Loin des grignotages russes de la phase précédente ou même de l'« usure dynamique » de la bataille de Kiev les Ukrainiens s'avèrent capables de produire des chocs offensifs, une première dans cette guerre. La conquête de terrain est nette et peut-être surtout le coup porté à l'armée russe, et donc par secousses à la société puis au régime politique, est violent.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

La supériorité militaire ukrainienne est alors évidente, ce qui oblige à la Russie à sortir de sa torpeur en activant différemment les processus arrière.

Sur le front, il s'agit désormais de former ce que l'on pourrait nommer une « ligne Sourovikine », du nom du nouveau commandant en chef de l' « opération spéciale », comme il y a eu la « ligne Hindenburg » en 1917 et selon les mêmes principes : résister à la supériorité militaire ennemie derrière une ligne de défense solide le temps de mobiliser en arrière suffisamment de forces pour pouvoir reprendre l'initiative. La nouvelle stratégie opérationnelle s'accompagne d'un coup politique, l'annexion par la Russie des zones ukrainiennes conquises, et d'une mobilisation de réservistes dont une première vague doit en urgence et au prix de lourdes pertes servir à renforcer la ligne Sourovikine, tandis que la deuxième, 200 000 hommes, soit une nouvelle armée complète, doit, après une formation plus solide, venir changer le rapport de forces sur le terrain. Si cela ne suffit pas, une nouvelle mobilisation interviendra ou on engagera les conscrits. Dans le même temps, les frappes sur les villes deviennent plus ciblées, les infrastructures énergétiques, afin de « mieux » faire souffrir la population ukrainienne en espérant ainsi peser indirectement sur les opérations militaires et surtout faire capituler cette population. Sur le front périphérique, la Russie cherche au moins des fournisseurs qui lui permettront de poursuivre son effort de guerre, Iran, Biélorussie, Corée du Nord peut-être, et bien sûr à saper le soutien à l'Ukraine au sein des opinions publiques occidentales.

Ces nouveaux axes d'effort russes suffiront-ils à casser la nouvelle tendance ? Il faut toujours un peu de temps pour voir surgir des effets par ailleurs ambivalents.

La mobilisation russe, parfaitement inorganisée, a peut-être aidé à renforcer la ligne Sourovikine sur le Donbass, mais c'est un poison lent. La mobilisation n'est pas populaire, suscite des fuites massives à l'étranger ou à l'intérieur du pays, et provoque de multiples incidents et de plaintes de la première vague envoyée directement sur le front sans préparation. À partir d'une certaine masse critique, ces plaintes et refus, associés aux cercueils de zinc sans victoire associée, peuvent se transformer en contestation de la guerre.

Dans la zone opérationnelle, l'Ukraine a obtenu un nouveau choc en réduisant la tête de pont de Kherson et en s'emparant de la ville évacuée sans combat par les forces russes. Si les effets sur l'armée russe de cette victoire sont sans doute moins importants qu'à Kharkiv, les effets politiques sont considérables. Ils contredisent les efforts russes. Déclarée « russe pour toujours » à peine 41 jours plus tôt Kherson est abandonnée sans combat et même sans une escalade quelconque hormis dans les doses de missiles lancées sur les villes ukrainiennes. Contrairement à ce qui était proclamé au moment de l'annexion, on peut donc pénétrer sur le sol sacré de la patrie russe et s'y emparer d'une grande ville sans susciter de réaction. Se coucher après le franchissement d'une ligne rouge que l'on a proclamé à grand bruit quelques jours plus tôt seulement est le plus sûr moyen de se décrédibiliser pour la suite.

Ce nouveau choc affaiblit aussi la possibilité, déjà mince, de faire craquer la population ukrainienne par la peur et le froid. Ce genre de stratégie ne peut fonctionner que si cette pression s'accompagne de défaites sur le terrain, tuant ainsi tout espoir que les choses s'améliorent.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Or, les Ukrainiens sous les bombes entendent parler de victoires, et ils entendent aussi parler des exactions perpétrées par les Russes dans les territoires qui viennent d'être libérés. Rien qui les incite là à demander une « paix blanche », mais au contraire tout qui les pousse à en finir au plus vite en chassant les occupants. Il en est sensiblement de même dans les opinions publiques occidentales qui constatent aussi que l'aide fournie et les sacrifices éventuels, modestes par rapport à ceux des Ukrainiens, servent au moins à quelque chose. Tout pousse au contraire à accentuer encore l'aide aux Ukrainiens alors qu'à l'inverse soutenir un régime russe de perdants même pas magnifiques, bien au contraire, devient plus difficile.

À la guerre, tout commence et tout finit par des batailles. Les victoires sur le terrain, même défensives ou symboliques, nourrissent l'espoir de l'arrière et les ressources de l'arrière nourrissent les victoires. La phase actuelle à l'avantage des Ukrainiens a presque trois mois, c'est déjà un peu vieux pour une séquence de guerre moderne. Les Ukrainiens ont tout intérêt à pousser encore leur avantage tant que c'est encore possible. Le Dniepr interdit la manœuvre, mais en permettant d'avancer les batteries à longue portée, y compris les batteries antinavires, jusqu'à la région de Kherson on agrandit encore la zone qui peut être battue par les feux précis ou peut-être les raids d'infiltration.

Pour le reste, le déplacement des forces de Kherson peut alimenter les autres fronts. Les unités russes repliées sont déjà signalées dans la région de Kreminna, ce qui tend à montrer l'importance pour eux de ce front de Louhansk. Les Ukrainiens peuvent y porter aussi leur effort afin de porter un nouveau choc, comme ils peuvent le faire aussi dans la région de Zaporijjia, l'autre zone de manœuvre possible. Ils peuvent attaquer à partir de Vuhledar au sud-est de Donetsk-ville. La zone est également sensible pour les Russes car elle menace l'une des deux voies ferrées, l'autre étant celle du pont de Kerch, qui alimentent les zones conquises des provinces de Zaporijjia, Kherson et la Crimée. Ils peuvent aussi attaquer plus près du Dniepr face à Tokmak par exemple. Peu importe à la limite, l'essentiel est d'aller vite et de frapper fort, malgré la météo d'automne un autre processus changeant qui influe sur les opérations, avant la fin de la séquence.

Quand et comment se terminera cette séquence ? Il faut bien l'admettre, nul ne le sait. La guerre relève bien plus des théories du chaos que du déterminisme des sciences de la matière. Les choses y sont trop humaines, avec des ennemis intelligents et très motivés qui réagissent forcément aux changements de l'autre, et les paramètres, politiques, économiques, diplomatiques, sociétaux, etc. sont trop nombreux pour pouvoir les appréhender tous dans leurs interactions.

On peut ainsi imaginer comme en juillet, mais à l'inverse, que les Ukrainiens ont finalement été plus usés que l'on ne pensait dans les combats précédents ou n'ont plus de stocks de munitions, le point oméga, et qu'ils ne peuvent plus mener d'offensives face à des Russes renforcés. On assisterait alors à une nouvelle phase d'équilibre statique pour l'hiver, avant peut-être même une reprise de l'offensive russe au printemps dans le Donbass.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Mais on peut imaginer aussi des grappes d'innovations d'un côté ou de l'autre, plus probablement du côté ukrainien clairement plus imaginatif, avec de nouvelles structures tactiques, de procédés ou encore de nouveaux équipements. La fourniture par les Américains d'ATACMS (Army Tactical Missile System) à portée de 300 km ou la fabrication locale de nouveaux missiles balistiques ou encore de drones plus puissants peuvent-ils changer la donne ? La Russie de son côté peut-elle mettre en œuvre enfin une vraie structure de « construction de soldats » ? Peut-elle trouver un moyen de mieux exploiter ses 750 avions pilotés basés autour de l'Ukraine en résistant au système de défense anti-aérien ukrainien ?

Les changements peuvent aussi être politiques internes, du côté de Moscou en particulier, mais aussi à Kiev. Tout le monde pense au remplacement de Vladimir Poutine, mais quand et au profit de qui et pour quelle politique ? S'il ne change pas de politique, ce nouveau pouvoir, demain, dans six mois ou jamais, peut-il lui-même être renversé par un autre qui admettra l'échec ?

Nul ne le sait, l'analyse des guerres pendant la guerre se fait à la torche au sein d'une obscurité remplie de monstres. On avance et puis on voit jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que l'un des camps ne peut et ne veut plus continuer.

lavoiedelepee.blogspot.com

Quelle paix pour l'Ukraine ? Comprendre les causes de la guerre pour y mettre fin

Les perspectives de paix en Ukraine font actuellement l'objet de vives discussions. Trois positions principales structurent le débat. D'un côté, certains affirment que la meilleure façon de parvenir à la paix est d'offrir une porte de sortie à la Russie par le biais de négociations et de concessions mutuelles. Ce point de vue est notamment partagé par John Mearsheimer, selon qui la guerre en Ukraine est la faute des États-Unis et que ces derniers devraient renoncer à leur soutien aux Ukrainiens. D'autres voix, autant progressistes que conservatrices, estiment que les États-Unis devraient entrer en négociation directe avec la Russie afin de trouver un règlement de paix, lequel passerait nécessairement par une compromission de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Cette idée semble avoir l'ascendant moral puisqu'elle se réclame en faveur de la paix dès aujourd'hui. Elle est d'autant plus attractive que le risque d'une escalade incontrôlée du conflit pourrait mener à une confrontation directe, voire nucléaire, entre les États-Unis et la Russie. Dans les mots de deux experts: "Forcing a cornered nuclear-armed state led by a man who sees his mis guided war as an existential struggle into a complete and humiliation grethead poses far greaterrisks than the benefits of trying to recapture every square mile of Ukrainian territory occupied by Russian forces. A negotiated cease-fire, with strong enforcement, is the best option."

D'autres affirment au contraire qu'il ne peut y avoir la moindre négociation avec le président Poutine, compte tenu de ses objectifs de guerre néocoloniaux en Ukraine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

La seule fin possible à la guerre, de ce point de vue, est une défaite militaire totale de la Russie et un changement de régime à Moscou. Le président Zelensky a exprimé cette position maximaliste en déclarant que son gouvernement était prêt à dialoguer avec la Russie, « mais avec un autre président russe », et que ses objectifs de guerre comprenaient la libération de l'entièreté du territoire ukrainien, y compris la Crimée. Le président Biden a momentanément soutenu ce point de vue en déclarant que Poutine « ne peut pas rester au pouvoir », avant que ses collaborateurs ne précisent plus tard que Washington ne cherchait pas un changement de régime en Russie. La vice-première ministre du Canada a également fait écho aux appels à un changement de régime.

Une troisième voie se trouve dans la position commune des Occidentaux : la paix sera éventuellement négociée, lorsque la Russie acceptera de mettre fin à son agression, et respectera l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les États membres du G7 se sont ainsi mis d'accord pour exiger que la Russie cesse « immédiatement et sans conditions toutes les hostilités » et qu'elle se retire de l'entièreté du territoire ukrainien, « délimité par ses frontières internationalement reconnues » de 1991. Si certains remettent en question la nécessité de libérer la Crimée et une partie du Donbass, l'Allemagne qualifie cette position de naïve. Le président Macron soutient cette position, affirmant que « Vladimir Poutine doit cesser cette guerre, respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine et revenir autour de la table des discussions ». La stratégie occidentale est donc de fournir les moyens à l'Ukraine, par ses succès sur le champ de bataille, d'imposer les meilleurs termes que possibles lors d'éventuelles négociations de paix.

Qui a raison ? Quel est le meilleur espoir de paix en Ukraine ? La meilleure façon de répondre à cette question est de comprendre les origines du conflit et de s'appuyer sur les théories de la fin de la guerre. Sur cette base, la meilleure chance d'une paix durable en Ukraine passe par une révision en profondeur des ambitions impériales russes, le développement d'une force de dissuasion ukrainienne crédible, ou encore par l'imposition extérieure d'une telle force dissuasive. Autrement, le conflit a toutes les chances de se prolonger à un niveau plus ou moins élevé d'intensité.

Le revanchisme néocolonial russe

Les origines de la guerre en Ukraine font l'objet de débats, mais deux causes principales se démarquent. La première est la vision néocoloniale du Kremlin, qui considère l'Ukraine comme un État factice et illégitime. Comme l'a déclaré le Président Poutine en juillet 2021 : « la véritable souveraineté de l'Ukraine n'est possible qu'en partenariat avec la Russie [...] Ensemble, nous avons toujours été et serons bien plus forts et plus performants. Car nous sommes un seul peuple ». Cette vision est bien ancrée dans la pensée du président russe ; il l'a affirmée au Conseil OTAN-Russie lors du Sommet de Bucarest en avril 2008 ; il l'a invoquée dans son discours fleuve avant l'invasion ; et il l'a répétée au huitième mois de la guerre, affirmant que la « Russie, qui a créé l'Ukraine moderne, peut être le seul véritable garant sérieux de l'État, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». Ce dénigrement de l'Ukraine s'inscrit dans une vision néo-impériale de la Russie qui déplore l'éclatement de l'Union soviétique et veut redonner à la Russie un statut de grande puissance en soumettant son voisin à sa domination et en s'imposant militairement pour mieux redéfinir l'architecture de sécurité de l'Europe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Ce néo-impérialisme revanchiste se nourrit d'un profond sentiment d'humiliation. Comme l'a fait valoir Joslyn Barnhart dans *The Consequences of Humiliation*, les grandes puissances qui ont le sentiment d'avoir été injustement traitées par des tiers mal intentionnés sont susceptibles de recourir à la force militaire pour tenter de rétablir leur statut, par exemple en cherchant à restaurer leurs sphères d'influence sur des États plus faibles. Il ne fait aucun doute que les dirigeants russes ont le sentiment d'avoir été bafoués et de mériter une sphère d'influence sur l'Ukraine. Poutine a accusé à plusieurs reprises l'Occident de maltraiter la Russie, se plaignant qu'une Russie « humiliée » avait été contrainte d'accepter les volontés de l'Occident contre ses propres intérêts. Comme il l'a affirmé en 2014: « It is impossible to keep humiliation gone's partners forever in such a way. That kind of relationship eventually breaks down ». L'invasion de l'Ukraine est donc avant tout le résultat d'un sentiment revanchiste qui est profondément ancré dans le nationalisme impérial russe.

Ce revanchisme est au cœur de la réaction livide de Poutine à la politique de la porte ouverte de l'OTAN et au soulèvement de Maidan en 2014. Contrairement à ce qu'affirme Mearsheimer, ces événements représentent des catalyseurs plutôt que des causes de l'agression russe. Les candidatures éventuelles de l'Ukraine et de la Géorgie au plan d'action pour l'adhésion (MAP) de l'OTAN lors du Sommet de Bucarest en 2008 ont nourri le revanchisme russe. De même, les opérations militaires de l'OTAN ainsi que l'invasion anglo-américaine de l'Irak ont également alimenté le ressentiment russe et la dénonciation d'un universalisme juridique à géométrie variable. Le Kremlin a justifié la guerre en Géorgie puis la sécession consécutive de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ainsi l'annexion illégale de la Crimée sur les précédents du Kosovo, du Timor-Oriental et du Soudan du Sud, et fait de nombreux parallèles entre son invasion de l'Ukraine avec celle de l'Irak. Il ne faut toutefois pas confondre ces catalyseurs comme des causes du néo-impérialisme russe, qui était manifeste bien avant ces événements en Ukraine.

De plus, les objectifs de guerre de l'invasion russe dépassent l'adhésion potentielle de l'Ukraine à l'OTAN. Plutôt que de chercher à imposer son droit de veto, le Kremlin aurait pu se contenter de l'opposition de la France et de l'Allemagne à une adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, arguant que les « deux pays ne sont pas mûrs », une position réitérée à mots couverts par le président Macron à la veille de l'invasion. En annexant la Crimée et en soutenant la sécession des régions du Louhansk et du Donestk, Poutine avait déjà écarté toute possibilité d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN compte tenu du fait que l'obtention du MAP est conditionnée au règlement pacifique de tout différend territorial international. Ainsi, lorsque le président Zelensky s'est engagé à la neutralité dans sa proposition d'accord de paix de mars dernier, le président russe l'a rejeté, tout comme une autre proposition en ce sens au début de l'invasion. Car son objectif est d'absorber l'Ukraine au sein de l'empire russe, et non pas seulement de l'empêcher de rejoindre l'OTAN. Les cinq conditions posées par le président Zelensky pour négocier la paix n'incluent d'ailleurs aucune référence à l'OTAN.

Le revanchisme russe rend toutefois Moscou peu susceptible d'accepter des compromis sur ses objectifs de guerre néocoloniaux. Le président Poutine ne conçoit pas son invasion comme une agression mais plutôt comme une résistance à l'impérialisme occidental.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

C'est ainsi qu'il a bafoué le Memorandum de Budapest de 1994 et le Traité d'amitié, de coopération et de partenariat de 1997 en violant la souveraineté ukrainienne et n'a cessé d'intensifier le conflit en Ukraine, allant jusqu'à annexer des territoires qu'il ne contrôle pas, frapper des cibles civiles, mener des opérations de sabotage et des cyberattaques en Europe et menacer d'utiliser l'arme nucléaire. Cette escalade fait avec raison craindre le pire, mais céder aux demandes russes de concessions territoriales et de changement de régime à Kyev ne ferait qu'alimenter le revanchisme qui les soutient et perpétuer l'agression. Il faut donc plutôt agir sur la révision des objectifs néocoloniaux de Moscou afin de trouver une issue pacifique à la guerre.

L'échec de la dissuasion

La seconde cause la plus importante de la guerre en Ukraine est l'échec de la dissuasion. Lorsque Moscou a formulé ses demandes en décembre 2021, celles-ci concernaient à la fois l'Ukraine et d'autres États d'Europe orientale. Moscou a insisté pour que l'Ukraine n'adhère pas à l'OTAN, mais aussi pour que les troupes et les armes de l'OTAN soient retirées de Pologne, d'Estonie, de Lituanie, de Lettonie et des États des Balkans. Le 24 février, cependant, Poutine a ordonné l'invasion de l'Ukraine, et non celle des membres de l'OTAN. La différence entre ces derniers pays et l'Ukraine, bien sûr, est qu'ils bénéficient des garanties de sécurité des États-Unis en cas d'agression extérieure. Si l'Ukraine avait possédé de telles garanties, il est difficile d'imaginer que le président Poutine aurait lancé une invasion contre elle.

Le président Biden a pratiquement donné son feu vert à l'invasion de l'Ukraine lorsqu'il a déclaré que les États-Unis ne défendraient pas Kyiv si elle était attaquée. En décembre, Biden a exclu le déploiement de troupes de combat américaines, préférant renforcer la présence militaire de l'OTAN sur le flanc oriental, armer les forces ukrainiennes et punir la Russie par des sanctions économiques. Le retrait chaotique d'Afghanistan et la primauté accordée à la menace stratégique que pose la Chine selon Washington peuvent expliquer cette réticence, mais elle était surtout due à l'absence d'obligations de défense envers l'Ukraine, à son importance géostratégique limitée pour les États-Unis, ainsi qu'à la crainte de déclencher une guerre ouverte avec une puissance nucléaire pour un intérêt national secondaire.

Il est impossible d'évaluer exactement ce qui aurait pu se passer si l'Ukraine avait reçu un MAP en 2008 ou si, au contraire, l'OTAN lui avait formellement refusé une adhésion éventuelle. Mais si Kyiv avait bénéficié d'une garantie de sécurité américaine, ou plus plausiblement d'une politique d'ambiguïté stratégique similaire à celle des États-Unis l'égard de Taïwan, la dissuasion contre une invasion russe aurait été plus grande. Au lieu de cela, le président Biden a retiré les troupes américaines qui formaient les forces armées ukrainiennes, signalant de ce fait que les États-Unis ne s'opposeraient pas militairement à une agression. Comme l'a fait valoir Kori Schake deux semaines avant l'invasion, « Russia knows it won't confront U.S. forces if it invades Ukraine, and we have effectively conceded to Russia a sphere of influence to prey on countries beyond NATO's boundary. »

Le président Biden aurait pu maintenir l'ambiguïté sur ses engagements de sécurité envers l'Ukraine. Il aurait également pu menacer de fournir à Kyiv les armes et la formation nécessaires pour stopper une invasion russe en amont de celle-ci.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Ces instruments auraient renforcé la dissuasion américaine. Ils auraient également mieux préparé les capitales occidentales aux quantités massives d'armes et de munitions nécessaires pour mener une guerre d'usure prolongée contre une grande puissance.

L'administration Biden, comme les autres alliés, a gravement sous-estimé la capacité et la volonté des Ukrainiens de se battre, ainsi que surestimé celles des Russes. En conséquence, la Maison-Blanche a signalé sa volonté de négocier avec Moscou, a déclaré qu'elle n'enverrait pas de troupes pour évacuer les Américains bloqués en Ukraine et a réaffirmé qu'elle n'avait « aucune intention de combattre la Russie. » Cela a confirmé au Kremlin qu'il n'aurait pas à affronter l'armée américaine s'il envahissait l'Ukraine. Ce n'est qu'après les succès inespérés de l'armée ukrainienne et la sidération devant les faiblesses russes que les États-Unis et leurs alliés ont considérablement accru la fourniture d'armes et de formation à Kyiv. Pour que la dissuasion fonctionne, cela aurait dû être fait, ou menacé de l'être, avant l'agression russe. À défaut d'une révision des ambitions russes, la sécurité de l'Ukraine repose donc sur l'établissement de la dissuasion pour éviter toute agression future.

Comment se terminent les guerres

Les perspectives de paix en Ukraine dépendent non seulement des causes de la guerre, mais aussi des circonstances dans lesquelles les parties belligérantes peuvent parvenir à un accord de paix. Dans *How Wars End*, Dan Reiter propose un modèle de négociation pour évaluer comment, quand et pourquoi les belligérants acceptent de mettre fin aux guerres, permettant de mieux comprendre comment la guerre en Ukraine pourrait se conclure. Dit simplement, les guerres se terminent soit par une victoire lorsque l'une des parties est militairement forcée de céder, soit, plus fréquemment, par un règlement lorsqu'une tierce partie contraint les belligérants à respecter un accord de paix.

Il faut tout d'abord convenir qu'une victoire totale de l'une ou l'autre des parties est très improbable. D'une part, la guerre a exposé les faiblesses de l'armée russe, incapable de vaincre l'armée ukrainienne pour une multitude de raisons liées aux capacités, à la stratégie, aux effectifs, à la logistique, au renseignement, au leadership et au moral. Elle se rabat donc à faire croître les coûts du conflit, que ce soit par la mobilisation populaire, le recours à des frappes ciblant les infrastructures énergétiques ukrainiennes, ou encore la menace de recourir à l'arme nucléaire. Les deux premières options semblent peu susceptibles d'infléchir la résistance ukrainienne; elles accélèrent même son soutien militaire externe, avec la fourniture de systèmes de défense antiaérienne et l'aide aux infrastructures énergétiques, notamment. L'usage d'une arme nucléaire en Ukraine, même tactique, risquerait quant à lui d'entraîner l'engagement direct des États-Unis dans la guerre. L'administration Biden a averti Moscou qu'il y aurait une riposte « décisive » des États-Unis, sans préciser les détails, mais le chef de la diplomatie européenne et l'ancien directeur de la CIA ont tous deux évoqué que les alliés anéantiraient les forces russes en Ukraine. Une frappe nucléaire russe dans un espace inhabité, quant à elle, enverrait un signal que le conflit est existentiel aux yeux de la Russie et pourrait avoir un effet de division très fort sur les Occidentaux, mais isolerait encore davantage la Russie sur la scène internationale. Toutefois, cela ne permettrait pas plus aux Russes de vaincre les Ukrainiens sur le champ de bataille.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Une victoire totale de l'Ukraine est similairement peu plausible. Pour Clausewitz, la victoire absolue signifie l'anéantissement des armées ennemies, forçant la reddition totale de l'adversaire. Kyiv n'a pas la capacité, et encore moins la volonté, d'écraser l'armée russe au-delà de ses frontières. L'objectif ultime se limite à la libération de son territoire aux frontières de 1991. Les Occidentaux refusent de fournir aux Ukrainiens les armes capables d'atteindre le territoire russe en profondeur (missiles de moyenne ou longue portée, avions de chasse, etc.). L'Ukraine n'a donc pas la capacité de vaincre totalement la Russie. Tout au plus Kyiv peut-elle espérer libérer l'entièreté de son territoire si le soutien externe dont elle bénéficie se maintient jusque-là – un scénario très incertain compte tenu de la lassitude possible des Occidentaux si la guerre se prolonge encore longtemps et de leurs divisions probables si les forces ukrainiennes sont en mesure de libérer la Crimée, ce qui soulèverait des craintes d'escalade du conflit. Qu'importe, même si l'ensemble du territoire ukrainien était libéré, la Russie préserverait la capacité de reconstituer ses forces et d'attaquer à nouveau.

En l'absence d'une victoire totale de l'un ou de l'autre des belligérants, une paix négociée est donc l'issue la plus plausible de la guerre. Toutefois, les conditions ne sont présentement pas mûres pour un règlement pacifique. Autant Kyiv que Moscou estime être en mesure de faire des gains sur le champ de bataille au cours de la prochaine année et les coûts d'une défaite pour l'un comme pour l'autre sont jugés exorbitants. Ceci explique leurs réticences actuelles à négocier. La prolongation de la guerre d'attrition pourrait éventuellement mener à une situation où Kyiv ou Moscou percevrait davantage de coûts à poursuivre les combats qu'à concéder. Ceci pourrait être accéléré par l'effritement du soutien occidental, les craintes de survie du régime de Vladimir Poutine, ou encore par l'usage de l'arme nucléaire. Le Kremlin multiplie ainsi les menaces d'escalade, alimente la désinformation et soutient les partis politiques occidentaux qui lui sont favorables afin de diviser les Occidentaux. Kyiv, pour sa part, table sur les succès de sa contre-offensive pour réclamer la fourniture d'armes de plus en plus sophistiquées et mise sur la formation de ses troupes ailleurs en Europe pour poursuivre ses succès militaires. Les deux belligérants espèrent ainsi négocier une éventuelle paix en position de force.

Or, toute paix négociée serait hautement fragile compte tenu de l'absence d'engagements crédibles de part et d'autre pour assurer sa mise en œuvre. Ni Moscou, ni Kyiv ne peut avoir confiance dans la crédibilité de l'autre de respecter un cessez-le-feu scellant le conflit en deçà de leurs objectifs respectifs. Moscou n'est pas crédible de s'engager à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine vu son revanchisme néocolonial et ses nombreuses violations passées, alors que Kyiv n'est pas crédible de s'engager à éviter de se rapprocher de l'Occident. En fait, les deux parties ont jusqu'à présent promis exactement le contraire, l'un en annexant des territoires hors de son contrôle, l'autre en plaidant pour joindre l'UE et l'OTAN. Que le conflit se solde avec les frontières du 2 décembre 1991, du 23 février 2022 ou autrement, les Ukrainiens n'auront aucune certitude que les Russes ne l'agresseront pas de nouveau, et les Russes ne peuvent plus espérer que l'Ukraine ne bascule pas dans le camp occidental. L'Ukraine post-guerre cherchera sa prospérité dans l'UE et sa sécurité auprès des États-Unis.

Faute d'une victoire totale ou d'engagements crédibles, toute paix négociée nécessite donc l'intervention d'une tierce partie capable d'en garantir les termes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Cette tierce partie peut être neutre, à l'instar de l'ONU, ou partielle, à l'instar de l'OTAN. S'il est difficile d'imaginer le Kremlin accepter une opération de paix de l'ONU l'empêchant de toute agression future, il n'en demeure pas moins qu'une force internationale pourrait lui permettre de sauver la face en consolidant certains gains territoriaux – pourvu que Kyiv les accepte. Rien n'est moins sûr à cet égard, les forces ukrainiennes maintenant l'ascendance sur le terrain et le Kremlin se refusant à toute concession. Pour Lawrence Freedman, le président Poutine fait le calcul que seule la poursuite de la guerre assure la survie de son régime.

L'alternative à une mission de paix consentie par les deux belligérants réside dans une opération d'imposition de la paix par une force extérieure. La Russie n'ayant aucun allié formel capable d'une telle chose, seule Kyiv pourrait espérer une force internationale, sous l'égide de l'OTAN ou d'une coalition dirigée par les États-Unis, venant garantir l'inviolabilité de ses frontières. Cette force internationale devrait être de nature à dissuader contre toute nouvelle agression, nécessitant dès lors d'imposantes capacités militaires. Pour qu'une telle situation soit possible, il faudrait que le risque d'escalade vers un affrontement direct avec la Russie soit atténué considérablement, tel que par une défaite militaire locale de la Russie.

Si cette perspective peut sembler invraisemblable, elle n'en demeure pas moins possible au regard de la façon dont les guerres se concluent. Les alternatives ne sont pas moins incertaines : une révision substantielle et crédible des objectifs de guerre russe – autrement dit, un nouveau régime à Moscou qui délaisserait les visées néocoloniales sur l'Ukraine – ou encore le développement d'une capacité militaire ukrainienne capable à elle seule de dissuader contre toute nouvelle agression russe. En l'absence de garanties de sécurité extérieures, une telle force nécessiterait des armes non-conventionnelles ou des capacités asymétriques considérables, à l'instar du modèle israélien, rendant prohibitive toute attaque extérieure. À défaut de ces alternatives, les problèmes des coûts et de crédibilité inhérents à la résolution des conflits perdureront.

Conclusion

Il n'existe aucune voie facile vers la paix en Ukraine. Les trois scénarios évoqués – une révision spectaculaire des objectifs de guerre néocoloniaux de la Russie, le développement de capacités crédibles de dissuasion par l'Ukraine ou l'intervention d'une tierce partie capable de garantir l'inviolabilité des frontières ukrainiennes – paraissent tous autant invraisemblables les uns que les autres. Il n'en demeure pas moins que l'examen des causes profondes de la guerre et des conditions qui mènent à la paix ne permettent pas d'entrevoir des alternatives plus réalistes.

Dans ces circonstances, les Occidentaux doivent dès maintenant se préparer à l'après-guerre. Car la réalisation de l'un ou l'autre de ces trois scénarios aura des conséquences significatives pour l'architecture de sécurité européenne. Un changement de régime à Moscou pourrait entraîner une grande instabilité interne, ne mettrait pas nécessairement fin à la guerre, ni à l'impérialisme russe, et pourrait même amener les États-Unis à soutenir les forces en faveur de la démocratie en Russie. Le développement d'une force de dissuasion ukrainienne passerait quant à elle nécessairement par un soutien majeur de la part des alliés occidentaux, de même qu'une intervention militaire en Ukraine, qu'elle soit sous la force de maintien ou d'imposition de la paix.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Le statu quo, quant à lui, continuera de drainer les capacités militaires occidentales à mesure que se poursuit la guerre d'attrition, alors que la réduction de ce soutien ouvrirait la voie à la continuation de l'agression russe et au cautionnement d'un ordre international bafouant les principes de l'auto-détermination des peuples et de l'intégrité territoriale des États. Ainsi, s'il est convenu de souligner le piège dans lequel le président Poutine a plongé la Russie, les conséquences de sa guerre d'agression exigeront un redoublement des efforts occidentaux afin d'atteindre une paix improbable.
lerubicon.org

Pourquoi Erdogan pourrait choisir la guerre avec la Grèce

Cet article est la traduction de « Why Erdogan might choose war with Greece » publié sur War on the Rocks le 5 octobre 2022.

« Votre occupation des îles [de la mer Egée proches de la Turquie] ne nous lie en rien. Le moment venu, nous ferons le nécessaire. Nous pouvons arriver subitement la nuit ». Des semaines se sont écoulées depuis que le président turc Recep Tayyip Erdogan a explicitement menacé d'envahir la Grèce, utilisant le même langage qu'il avait déployé avant les précédentes opérations militaires turques en Syrie. Une myriade de problèmes oppose Athènes et Ankara, mais Erdogan a désormais concentré sa colère sur la militarisation par la Grèce de ses îles de la mer Égée. Alors que la présence militaire grecque y est restée largement constante au cours des dernières décennies, Ankara insiste sur le fait que celle-ci violerait les traités de 1923 et de 1947, traités qui établissaient la souveraineté de la Grèce sur ces îles.

Comme je l'ai affirmé en juin, un conflit entre la Grèce et la Turquie semble non seulement possible, mais probable. Les récentes déclarations des responsables turcs, ainsi que la succession des événements de ces derniers mois tendent à accroître la probabilité de ce dernier. De graves conséquences attendent pourtant la Turquie et la Grèce si les deux États venaient à s'affronter. Toutefois, la rhétorique d'Erdogan, ses intérêts et son idéologie suggèrent qu'Ankara pourrait être prêt à braver ces répercussions.

Prélude à une menace

Au début de l'été, certains signes laissaient penser que les tensions entre la Grèce et la Turquie s'apaisaient. Avec la conclusion d'un accord permettant à la Suède et à la Finlande de demander leur adhésion à l'OTAN, Erdogan semblait bien plus décidé à porter un nouveau coup aux milices kurdes en Syrie - une opération qu'il a reportée sous la pression russe et américaine. Les craintes d'une reprise des hostilités gréco-turques ont été ravivées au début du mois d'août par le lancement d'un nouveau navire de forage turc censé se rendre dans les eaux contestées de la Méditerranée. Mais malgré les attentes élevées de la presse nationaliste turque, sa première utilisation s'est déroulée en toute sécurité dans des eaux situées dans les limites du littoral immédiat de la Turquie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

L'accalmie estivale a pris fin au cours de la dernière semaine d'août après que les médias turcs ont rapporté plusieurs incidents entre les armées turque et grecque. La première rencontre, selon le ministère turc de la Défense, a eu lieu lorsque des avions de guerre grecs ont « harcelé » des jets turcs participant à une mission de l'OTAN au-dessus de la Méditerranée. Quelques jours plus tard, des responsables turcs ont affirmé qu'un système anti-aérien grec S-300 s'était verrouillé sur des F-16 turcs près de la Crète. Les démentis anonymes de la Grèce concernant ces rencontres n'ont guère contribué à calmer l'indignation d'Ankara. Les deux incidents ayant eu lieu lors des cérémonies du centenaire de la fin de la guerre d'indépendance turque, Erdogan a dénoncé le déploiement par la Grèce du S-300 de fabrication russe comme une preuve de la malveillance de la Grèce et de sa déloyauté vis-à-vis de l'OTAN. C'est dans ce contexte que le président turc a menacé de s'en prendre sans avertissement aux îles grecques.

Les propos d'Erdogan ont rapidement suscité des critiques. Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a qualifié son discours d'intentionnellement agressif, venant d'un dirigeant qui semble « faire une étrange fixation sur mon pays ». Le département d'État américain a ensuite réitéré le souhait de Washington que « toutes les parties évitent de se lancer dans une surenchère rhétorique et de prendre des mesures pouvant exacerber davantage les tensions », déclarant que la souveraineté des îles grecques de la mer Égée « n'est pas remise en question ». Certains observateurs à l'intérieur et à l'extérieur de la Turquie ont suggéré que la chute dans les sondages d'Erdogan a été la principale motivation à l'origine de son emportement. Confronté à une réélection en 2023, il pourrait tenter de « renverser la vapeur » en faisant appel aux électeurs nationalistes qu'il n'a pas réussi, jusqu'à maintenant, à rallier à sa base.

Les politiques de démilitarisation

Depuis le discours d'Erdogan au début du mois de septembre, les médias turcs, en coordination avec le ministère de la Communication du pays, ont produit, à un rythme régulier, de nombreux commentaires sur la mer Égée. Parmi les critiques les plus fréquentes exprimées figure la conviction que la Grèce a illégalement militarisé ses îles au large de la côte anatolienne. Cette affirmation se fonde sur les clauses de deux traités distincts qui traitent de la souveraineté de la Grèce sur ses îles.

Selon le traité de Lausanne en 1923, « aucune base navale ou fortification » ne doit être construite sur les cinq îles principales de la mer Égée du Nord. Néanmoins, les termes du traité autorisent la Grèce à y maintenir un « contingent normal » de troupes régulières. À l'inverse, le traité de Paris de 1947 dispose sans équivoque que les îles grecques du Dodécanèse, au sud, « resteront démilitarisées ». La Grèce, cependant, soutient que ces dispositions étaient une promesse faite seulement à l'Italie, qui avait cédé les îles à Athènes après la Seconde Guerre mondiale (ces dernières ayant été prises à l'Empire ottoman par celle-ci en 1913). La Turquie ayant été exclue des négociations de 1947, pour Athènes la promesse faite ne concerne en rien Ankara.

Il est difficile de trouver aujourd'hui des commentateurs turcs prêts à analyser pleinement la nature contradictoire de ces accords. Les médias turcs ne manquent pas de parler des territoires égéens de la Grèce comme « d'îles sous statut démilitarisé (gayriaskeristatüdekiadalar) ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Parallèlement ces derniers ne cessent de produire des reportages sur les installations en cours de troupes et d'équipements sur ces îles : de multiples sources en ligne ont publié des articles contenant des images de bases et d'aérodromes prétendument illicites dans toute la mer Égée grecque. Les commentateurs évoquent sans cesse l'existence de dizaines de milliers de soldats grecs en garnison sur les îles. La base de ces chiffres semble toutefois provenir d'études menées il y a plus de 30 ans. Récemment, les médias officiels turcs ont publié des photos prises par des drones montrant des navires grecs déchargeant des dizaines de véhicules blindés sur les îles grecques de Lesbos et Samos. Les commentateurs turcs ont immédiatement utilisé ces images comme une preuve de la volonté de la Grèce de « militariser » la mer Égée. Plus inquiétant encore, le ministère turc des Affaires étrangères a déclaré à plusieurs reprises qu'un échec de la démilitarisation des îles pourrait remettre officiellement en question leur souveraineté.

Erdogan lui-même a clairement indiqué que les actes de la Grèce en mer Égée ne sont pas la seule source de tension. Depuis la signature en 2019 d'un accord de coopération mutuelle en matière de défense entre Washington et Athènes, il a vilipendé le soutien américain à la Grèce, rejetant les affirmations selon lesquelles les efforts américains dans la région visaient à soutenir l'Ukraine contre la Russie. Ses partisans dans les médias turcs amplifient régulièrement ces allégations : l'objectif de Washington serait en l'occurrence d'assiéger la Turquie. La levée de l'embargo américain sur les armes à destination de la République de Chypre, ainsi que le soutien américain aux activités des militants kurdes en Syrie, sont souvent cités comme des preuves supplémentaires de ce complot. Il apparaît de plus en plus qu'Erdogan en est venu à croire aux pires intentions des Américains. Devant les Nations unies, il a ainsi déclaré que la livraison d'armes à la Grèce par Washington constituait « une occupation déguisée ». Parallèlement, s'adressant au gouvernement grec, il a averti ce dernier que le soutien américain et européen « ne [le] sauvera[it] pas ».

Que veut Erdogan ?

Il existe de nombreuses raisons de douter du sérieux des menaces d'Erdogan. Une légère majorité d'électeurs turcs, selon un sondage, reste convaincue que ses propos ne sont qu'une stratégie électorale destinée à dominer l'espace médiatique avant le vote de l'année prochaine. Une part encore plus importante, 64% selon le sondage, ne croit pas qu'il existe « une inimitié entre les peuples turc et grec ». Il y a encore moins de doute sur le fait qu'un conflit entre la Grèce et la Turquie aurait un effet dévastateur sur les économies fragiles des deux États. Les revenus du tourisme, notamment des stations balnéaires de la côte égéenne, représentent environ 15 % du produit intérieur brut de la Turquie (et environ 18 % de celui de la Grèce). Les deux États dépendent fortement du transport maritime pour leurs échanges commerciaux. Avant le COVID-19, 87 % du commerce turc transitait par ses ports. En plus des dommages économiques potentiels, les ramifications internationales d'un conflit ne seraient pas moins graves. Tant les États-Unis que l'Union européenne ont laissé entendre qu'ils ne toléreraient pas une attaque contre le territoire souverain de la Grèce. Parallèlement, ni Bruxelles ni Washington ne semblent donner de crédit aux accusations turques « d'agressions/violations grecques ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Toutefois, rares sont ceux qui, en Grèce, semblent vouloir prendre les propos d'Erdogan à la légère. Ces dernières semaines, les discussions sur la Turquie, tant dans la presse écrite qu'à la télévision, ont été davantage axées sur l'éventualité d'une guerre. Alors que la Grèce se dirige vers ses propres élections en 2023, Mitsotakis a fermement déclaré que toute menace directe contre la souveraineté grecque constituait une « ligne rouge » pour le pays. Bien qu'il ait vivement critiqué la décision du gouvernement de signer un accord de défense avec les États-Unis, le leader de l'opposition Alexis Tsipris a réaffirmé son propre engagement à défendre le pays en cas de conflit, limitant en un sens ses critiques vis-à-vis du gouvernement actuel, et ce malgré son intention de remporter les prochaines élections. D'autres signes, moins subtils, montrent qu'Athènes se prépare au pire. Des informations parues en juillet suggèrent que l'armée grecque a commencé à déployer un « parapluie » anti-drone sur les îles de la mer Égée en utilisant la technologie israélienne. Plus récemment, des navires de guerre grecs et français ont effectué des exercices conjoints en mer Égée dans le cadre d'un pacte de défense mutuelle plus large signé en 2021.

Les risques de conflit ne semblent toutefois pas dissuader totalement Erdogan ou ses adversaires électoraux. Kemal Kilicdaroglu, chef du plus grand parti d'opposition en Turquie, a ainsi critiqué la phrase d'Erdogan selon laquelle les forces turques pourraient « venir soudainement en une nuit ». Un vrai leader, a-t-il affirmé, reproduirait l'invasion de Chypre par la Turquie en 1974 et s'emparerait simplement des îles « occupées » par la Grèce sans menaces ni avertissements. Un porte-parole du parti nationaliste IYI a fait écho à ces sentiments. Erdogan, a-t-il affirmé, a démontré son incapacité à diriger en ne faisant pas « payer un prix » à la Grèce pour l'envoi de véhicules blindés à Samos et Lesbos. Bien que ce dernier ne pense pas qu'une guerre entre la Grèce et la Turquie soit possible, il est certain selon lui que tout conflit conduirait la Grèce à perdre ses îles. La démonstration la plus éloquente du sentiment proguerre est peut-être venue de l'allié de coalition d'Erdogan, le leader nationaliste DevletBahceli. En juillet, il s'est laissé prendre fièrement en photo avec une carte décrivant la plupart des îles grecques de la mer Égée, y compris la Crète, comme des territoires turcs. Plus récemment, Bahceli a déclaré devant la Grande Assemblée nationale turque que « la souveraineté, les droits de propriété, la juridiction maritime et l'espace aérien » de plusieurs îles grecques appartiennent « sans aucun doute et légalement » à la Turquie.

Bien qu'elle ne soit pas nécessairement le signe d'un conflit imminent, cette confluence générale des opinions concernant la Grèce soulève une question évidente : qu'est-ce qu'Ankara espère obtenir avec une nouvelle escalade ? En l'absence de demandes plus claires de la part d'Erdogan, peu de médias turcs ont osé dissenter sur le sujet. Plusieurs anciens officiers supérieurs ont suggéré de bloquer les îles grecques, voire de les attaquer, dans l'espoir de retirer les bases et les armes suspectes. Un plan d'action beaucoup plus complet et nuancé peut être trouvé dans les écrits de Hasan Basri Yalcin, un commentateur fréquent de l'actualité et ancien directeur de recherche du principal think tank de Turquie, la Fondation pour la recherche politique, économique et sociale (SETA). Selon lui, la menace d'Erdogan de « venir sans prévenir » était le début d'une opération à long terme visant à s'emparer des îles de la mer Égée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Juridiquement parlant, il soutient qu'Ankara devrait accuser la Grèce de violer les traités de Lausanne et de Paris, invalidant ainsi la souveraineté d'Athènes sur ses territoires. « Le meilleur exemple pour une telle stratégie », conclut Yalcin, « est Chypre ». Une invasion et une occupation du territoire insulaire de la Grèce, comme l'attaque de la Turquie contre Chypre en 1974, contribuerait à « redéterminer le statut des îles. »

Pourquoi Erdogan choisirait-il d'emprunter cette direction ? Il est possible (comme l'a fait valoir un commentateur) que sa frustration personnelle face à la force et à la visibilité accrues de la Grèce sur la scène internationale le pousserait à l'escalade. Le désir d'un coup de pouce électoral, ou même la possibilité constitutionnelle de reporter le vote sous la menace d'une guerre pourraient également jouer un rôle. Il semble également y avoir un sentiment général de confiance en Turquie quant au résultat de toute confrontation avec la Grèce. À cet égard, le climat politique ressemble fortement à celui des États-Unis avant l'invasion de l'Irak en 2003. De la même manière que de nombreux Américains considéraient l'Irak comme une menace immédiate pour la stabilité du Moyen-Orient, il existe un sentiment palpable similaire d'exaspération et d'impatience en Turquie lorsqu'il s'agit des questions grecques. Comme pour l'approche de Washington vis-à-vis de Saddam Hussein en 2002, il existe un fort sentiment d'optimisme à Ankara, qui pense que tout conflit avec la Grèce serait court, décisif et victorieux. Après tout, la Turquie a déjà humilié la Grèce plus d'une fois sur le champ de bataille. De la même manière que le Kosovo, la Bosnie et la guerre du Golfe ont semblé illustrer la supériorité militaire de l'Amérique, les commentateurs turcs partagent généralement la conviction personnelle d'Erdogan que les interventions du pays en Syrie, au Nagorny-Karabagh, en Irak et en Libye ont démontré les prouesses militaires de la Turquie. Et à l'instar de certains propos que l'on pouvait retrouver dans la couverture médiatique américaine de la guerre de 2003, d'éminents commentateurs turcs décrivent également leurs antagonistes grecs comme intrinsèquement faibles et efféminés. En bref, si Erdogan choisit la guerre, c'est peut-être parce que, comme beaucoup d'autres, il pense que le succès est assuré.

Bien sûr, une attaque turque contre la Grèce causerait un préjudice potentiellement irréparable aux relations d'Ankara avec les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN, notamment en raison du pacte défensif de la Grèce avec la France et de la présence robuste de personnel américain dans la mer Égée. Dans l'ombre de l'invasion de l'Ukraine, toute tentative d'occupation du territoire grec vaudrait sans aucun doute à Erdogan des comparaisons immédiates et peu enviables avec le président russe Vladimir Poutine. Dans ces circonstances, il semble presque impossible d'imaginer qu'Erdogan puisse ignorer les graves conséquences diplomatiques, politiques et économiques d'une telle action.

Pourtant, l'histoire indique qu'il pourrait être prêt et capable d'en supporter les retombées. En 1974, la Turquie a envahi Chypre malgré les dommages qu'elle a infligés à ses relations avec les États-Unis et l'OTAN. En Syrie, Erdogan a mis à exécution ses menaces d'invasion après avoir longtemps annoncé son intention d'établir une « zone de sécurité » dans le nord du pays. Les troupes turques continuent de menacer d'étendre leur occupation, malgré les avertissements répétés de Washington. Plutôt que d'éviter la confrontation, Erdogan a présenté ces avancées comme un effort pour vaincre une conspiration de l'OTAN et des États-Unis visant à détruire la Turquie.



Si Erdogan croit, comme l'a dit un chroniqueur, que « l'Amérique est notre ennemi, et non la Grèce », il est possible qu'il considère les risques d'une rupture comme un prix regrettable, mais néanmoins essentiel à payer au nom de la sécurité nationale turque.

lerubicon.org

Vers des millions de déplacés climatiques au Moyen-Orient ?

Pluies rares, canicules et sécheresses : au Moyen-Orient, la région du monde la plus pauvre en eau, le changement climatique pourrait faire des millions de déplacés, charriant avec eux le risque d'une urbanisation néfaste pour l'environnement et même de conflits pour les ressources.

Au quotidien, Hussein Abou Saddam, président du syndicat des agriculteurs égyptiens, le constate déjà : « Des jeunes des zones rurales migrent à l'étranger ou vers les grandes villes pour travailler dans l'industrie, par exemple », raconte-t-il. Derrière ces départs, il y a des raisons climatiques, dit-il.

Si l'Égypte souffre déjà de « sa surpopulation (104 millions d'habitants) et du fait qu'elle est un des pays les plus arides au monde », les nouveaux aléas liés au changement climatique, « comme l'apparition de nouveaux parasites », ont rendu l'agriculture moins rentable, poursuit-il.

Déjà, « 90 % des réfugiés de la planète viennent de territoires extrêmement vulnérables au changement climatique », note le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

216 millions de migrants

« Si les populations ne peuvent plus se nourrir ou travailler leurs terres, elles n'ont que peu d'alternatives au déplacement », explique Amy Pope, directrice adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). En 2021, l'augmentation des catastrophes naturelles a forcé « presque trois millions de personnes à quitter leur maison en Afrique et au Moyen-Orient », rappelle Mme Pope. « Et nous pensons que la situation ne va faire que s'aggraver. » En Égypte, en 2060, le changement climatique pourrait avoir emporté la moitié du secteur agricole, selon les spécialistes du climat.

Outre « la baisse de la production » agricole, « il y a aussi l'attrait pour la ville, son mode de vie et ses services », nuance Florian Bonnefoi, chercheur rattaché au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (Cedej) au Caire.

Malgré tout, pour la Banque mondiale, en 2050, si rien n'est fait, il y aura 216 millions de migrants climatiques, des familles forcées de se déplacer au sein même de leur pays, dont 19,3 millions dans les cinq pays d'Afrique du Nord.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Si cette zone est particulièrement exposée, c'est que ses côtes densément peuplées sont parmi les plus menacées par la montée des eaux : 7 % des habitants y vivent à moins de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, selon l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed).

Naturellement, les populations convergeront vers les métropoles : Le Caire, Alger, Tunis, Tripoli, le corridor Casablanca-Rabat et Tanger. Mais, prévient la Banque mondiale, ces « foyers d'immigration climatique » sont eux-mêmes vulnérables à la montée des eaux. À Alexandrie, par exemple, sur la côte égyptienne, deux millions de personnes, soit près du tiers des habitants, seront déplacées et 214 000 emplois disparaîtront si la mer monte de 50 centimètres.

Conflits violents

De tels regroupements « augmentent la pression sur les ressources », prévient l'économiste Assem Abou Hatab, ce qui « peut mener à des conflits violents » dans une région où l'agriculture représente 22 % de l'emploi.

Au Soudan déjà, les affrontements entre tribus pour l'accès à l'eau et à la terre font chaque année des centaines de morts. Ces derniers jours, dans le seul État du Nil Bleu, au moins 250 personnes ont péri dans ces combats.

Selon l'Unicef, sur les 17 pays les plus pauvres en eau du monde, onze se trouvent au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.

En Irak, par exemple, si rien n'est fait d'ici à 2050, « avec un degré supplémentaire et 10 % de pluies en moins, 20 % de l'eau douce » du pays de 42 millions d'habitants risque de disparaître, privant un tiers des terres agricoles de leur irrigation, selon la Banque mondiale.

La Jordanie, l'un des pays les plus secs du monde, a dû doubler en 2021 ses importations d'eau d'Israël, et la bande de Gaza, sous blocus de l'État hébreu, souffre d'une pénurie chronique d'eau depuis plusieurs années.

À Copenhague puis à Paris, la communauté internationale « s'est engagée à aider les pays en développement à faire face à l'impact du changement climatique » en accompagnant « une pratique différente de l'agriculture et une meilleure gestion de l'eau », rappelle Mme Pope.

Début septembre, 24 pays africains l'exhortaient à respecter ses engagements au plus vite. Ils plaideront de nouveau leur cause à la COP27, qui s'ouvrira le 6 novembre en Égypte. Car il va falloir, affirme Mme Pope, « trouver des sources alternatives d'emploi et donc de revenus » pour endiguer les migrations climatiques.

lorientlejour.com



La campagne de désinformation d'Evguéni Prigojine dans toute l'Afrique

« Les États-Unis (...) [ont] parlé clairement de l'impact déstabilisant tant de la désinformation émanant de la Russie que des activités du groupe Wagner à l'échelle mondiale. » – Vedant Patel, porte-parole adjoint principal du département d'État, le 4 octobre 2022.

Plusieurs acteurs soi-disant panafricains qui sont liés au réseau d'influence de l'oligarque Evguéni Prigojine en Afrique, sous le coup de sanctions, appellent à une plus grande influence russe au Sahel. Ce réseau s'emploie énergiquement à influencer l'opinion publique à travers le continent pour l'amener à réclamer une plus grande influence russe. La démarche d'Evguéni Prigojine est censée soutenir les idéaux panafricains, tels qu'une plus grande fraternité et la collaboration entre les peuples d'origine africaine, mais elle vise en réalité à soutenir l'exploitation sans bornes des ressources africaines par le groupe Wagner, notamment l'or, les diamants et le bois.

Prigojine reconnaît avoir fondé le groupe Wagner. Le groupe Wagner, soutenu par le Kremlin, exploite l'insécurité pour étendre sa présence en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, ce qui constitue une menace pour la stabilité, la bonne gouvernance et le respect des droits humains. Evguéni Prigojine, un oligarque proche du Kremlin, est le chef du groupe Wagner et son bailleur de fonds. En raison de ses actions, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne l'ont sanctionné, lui et ses sociétés. Les responsables de la Fédération de Russie, et Evguéni Prigojine lui-même, ont nié leurs liens avec le groupe Wagner, mais en septembre 2022, Evguéni Prigojine a reconnu en être le fondateur. Il a affirmé que son « groupe de patriotes » a soutenu des « héros qui ont défendu le peuple syrien, d'autres peuples de pays arabes, et des Africains et des Latino-Américains démunis ». En réalité, les forces du groupe Wagner menacent la sûreté et la sécurité des populations des pays dans lesquels elles se déploient, sapant souvent les ressources des pays mêmes qu'elles sont contractuellement chargées de protéger sans contribuer à leur développement.

L'écosystème de désinformation et de propagande du Kremlin s'emploie à amplifier les messages pro-russes afin de s'attirer les faveurs de l'audience africaine et de faire du racolage pour les services du groupe Wagner en Afrique. Ces tactiques s'observent le plus souvent dans les zones de tensions politiques et sécuritaires. Elles soutiennent les activités du groupe Wagner visant à exploiter les ressources naturelles, comme en témoigne l'exploitation sans bornes de l'or au Soudan et son exportation, notamment vers les Émirats arabes unis et la Russie. Parmi les messages de désinformation dominants, citons le fait de traiter les prises de pouvoir comme de nouvelles vagues de décolonisation en Afrique, de diffuser de la propagande sur les succès du groupe Wagner et d'affirmer à tort que l'Occident fait venir des groupes terroristes au Sahel. Dans le sillage de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les réseaux d'Evguéni Prigojine continueront probablement à amplifier la désinformation, en particulier par exemple sur la sécurité alimentaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

La main cachée de la Russie : des influenceurs panafricains Le panafricanisme est un mouvement légitime qui est respecté par beaucoup sur le continent et dans le monde. Mais Evguéni Prigojine a persuadé certains activistes panafricains de promouvoir les intérêts de la Russie sur le continent, des acteurs africains allant jusqu'à appeler à la suppression de l'influence française et occidentale au Sahel ainsi qu'à encourager une plus grande influence du Kremlin. Ces influenceurs permettent aux entités liées au Kremlin de maintenir un déni plausible de l'intervention de la Russie dans les affaires africaines, tout en essayant de façonner des opinions africaines favorables aux objectifs politiques du Kremlin. Deux influenceurs sont des maillons essentiels du réseau d'Evguéni Prigojine : le Franco-Béninois Kémi Séba et la Suisso-Camerounaise Nathalie Yamb. Leurs chaînes YouTube – La Dame De Sochi ("The Lady of Sochi") et Kemi Seba officiel – reçoivent à eux deux plus de 28 millions de vues, ce qui suggère que ces personnalités qui intègrent régulièrement des messages pro-russes dans leurs argumentations sont de bons communicateurs, capables de séduire certains publics africains.

Dans un réseau complexe de connexions, Nathalie Yamb et Kémi Séba ont des liens avec des entités liées à Evguéni Prigojine. Il s'agit notamment de l'Association pour la recherche libre et la coopération internationale (AFRIC), sanctionnée par les États-Unis, de la Fondation de la protection des valeurs nationales (FZNC), un groupe de réflexion russe également sanctionné par les États-Unis, et de la chaîne de télévision Afrique Media, média francophone basé au Cameroun et lié à l'AFRIC. L'AFRIC sert de société écran pour les opérations d'influence d'Evguéni Prigojine en Afrique, notamment en parrainant des pseudo-missions de surveillance des élections au Zimbabwe, à Madagascar, en République démocratique du Congo, en Afrique du Sud et au Mozambique et en diffusant de la désinformation pro-Kremlin. Le FZNC prétend être l'un des principaux groupes de réflexion russes axés sur l'Afrique. Il s'agit d'une organisation clé impliquée dans les opérations d'influence mondiale d'Evguéni Prigojine, puisque le site Internet du FZNC diffuse des messages au nom de Moscou. Nathalie Yamb et Kémi Séba ont tous deux diffusé de la propagande pro-Kremlin lors d'événements et de conférences parrainés par le gouvernement russe et des organisations liées à Evguéni Prigojine telles que l'AFRIC et Afrique Media.

Kémi Séba : un porte-parole du projet néocolonial du Kremlin ?

Le panafricaniste Kémi Séba est un important colporteur de désinformation et de propagande russes. Il prétend soutenir le principe « aux problèmes africains, des solutions africaines », tout comme le fait le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, lorsqu'il promeut l'image surfaite de la Russie en Afrique. En réalité, le déploiement par la Russie de certaines figures africaines favorables au Kremlin pour faire écho à sa désinformation masque le propre programme néocolonialiste du Kremlin. Lors du sommet Russie-Afrique d'octobre 2019 à Sotchi, une conférence aux affiliations étroites avec des entités et des personnes liées à Evguéni Prigojine et sanctionnées par les États-Unis, Kémi Séba a proclamé un partenariat solide avec la Russie, qui aide, selon lui, les pays africains à s'éloigner des puissances impérialistes et à retrouver leur souveraineté et leur autodétermination.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Plus récemment, dans une interview du 13 juin avec la chaîne de télévision panafricaine Vox Africa, Kémi Séba a défendu la prise du pouvoir par l'armée malienne en 2021. Il a posté l'interview sur YouTube, où elle a été vue plus de 69 000 fois et a reçu 2 700 « j'aime ». Dans la vidéo, Kémi Séba explique le besoin de souveraineté africaine et affirme que la Russie du XXI^e siècle est différente de l'Union soviétique des années 1960. Il appelle également le Mali et les pays du Sahel à se libérer de l'influence de la France et de l'Occident, présentant la Russie comme un pays partenaire pour atteindre ces objectifs. Il vente « les accomplissements » de la Russie en Syrie et au Venezuela à l'appui de cette affirmation.

Les messages de Kémi Séba contre l'Occident se sont intensifiés après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En février 2022, il a accordé une interview exclusive à RIA FAN, d'Evguéni Prigojine, et a publié une vidéo sur Facebook (plus de 1,6 million de vues) défendant les actions de la Russie et accusant l'Occident et l'OTAN de d'avoir détruit l'URSS, encerclé la Russie et armé les anciennes républiques soviétiques pour menacer la Russie de la même manière que l'Occident a « détruit et démantelé » l'Afrique. En mars 2022, Kémi Séba s'est rendu à Moscou, où il a ouvert un forum de la jeunesse sur l'avenir des relations Russie-Afrique à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, et où il a répété de nombreux arguments du Kremlin. Il a présenté sa vision d'une Russie et d'une République populaire de Chine (RPC) alliées naturelles d'une Afrique libre, ce qui l'aidera à assurer l'équilibre géopolitique mondial dans le cadre d'une coopération équitable. Il a décrit l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme étant « une réponse naturelle et légitime au rejet sourd par les pays occidentaux » du désir du peuple russe « de développer un ordre mondial fondé sur l'égalité et le respect mutuel », et il a signé une résolution exprimant son soutien aux actions du Kremlin.

Dans son interview du 24 mars avec le site anti-libéral et récemment sanctionné d'Alexandre Douguine, Geopolitica, lui-même également sanctionné par les États-Unis, Kémi Séba accuse l'Occident de vouloir « détruire Vladimir Poutine, l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient », et plaide pour « une déstabilisation plus poussée de l'Occident » au profit de ceux qui luttent contre le néolibéralisme. Dans une interview du 4 avril, Kémi Séba déclare que « la victoire russe sera une garantie de la victoire de la lutte africaine pour la liberté ». Kémi Séba était l'un des intervenants principaux d'une conférence organisée en octobre 2022 à l'Institut des relations internationales de Moscou, une tâche pour laquelle il a été rémunéré, et au cours de laquelle il a ressassé la propagande russe justifiant l'invasion de l'Ukraine.

Nathalie Yamb : la « Dame de Sochi »

Née en Suisse d'un père camerounais et d'une mère suisse, Nathalie Yamb a vécu en Côte d'Ivoire de 2007 à 2019, et est une colporteuse très prolifique de désinformation ainsi qu'une importante opposante de la France et de ses alliés sur le continent. Elle a plus de 213 000 abonnés sur Twitter, 84 000 sur Facebook et 200 000 sur YouTube. Nathalie Yamb s'est donné le titre de « Dame de Sochi » après sa participation au sommet de Sotchi en Russie en octobre 2019, lors duquel elle a accusé la France de piller les ressources de l'Afrique, de fomenter des rébellions et d'entraîner les terroristes – ce qui lui a valu de se faire expulser de la Côte d'Ivoire en décembre 2019.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Lors du sommet de Sotchi, Nathalie Yamb a mis en contraste la vision française « néocoloniale » de l'histoire et de l'avenir de l'Afrique, et la vision russe fondée, selon elle, sur une « coopération mutuellement bénéfique ». Elle a affirmé que « la présence de la Russie, qui n'a pas de tradition coloniale, peut être très utile », et elle a invité les entreprises russes à participer au développement du secteur agricole ou de l'industrie minière en Afrique. La Russie ou la Chine sont « des partenaires importants lorsqu'il s'agit de nous libérer des chaînes coloniales existantes », a-t-elle réitéré dans une interview de juillet 2021.

Nathalie Yamb a également participé, en juillet 2019, à la conférence du réseau AFRIC intitulée « Africa2040: Vision of the Future » à Berlin, et à la table ronde sur la liberté d'expression et les réseaux sociaux organisée par l'AFRIC et le FZNC en janvier 2020, également à Berlin. Lors de l'événement, les intervenants ont préconisé que les pays africains s'alignent sur la Russie plutôt que sur « les puissances coloniales qui violent encore aujourd'hui la souveraineté des pays africains en toute impunité », et le Kremlin s'est attaché à dépeindre l'AFRIC comme une victime de la censure après la suppression de son compte sur Facebook.

En ce qui concerne le Sahel, Nathalie Yamb est tout aussi directe quant à la liste des pays africains qui, selon elle, devraient s'associer à la Russie. Le 9 juin 2021, après la confirmation du colonel AssimiGoita à la présidence de la transition au Mali, elle a publié sur YouTube une vidéo dans laquelle elle implore les putschistes de considérer le succès du modèle Russie-Centrafricain lors de la négociation de nouvelles alliances, compte tenu de la victoire des Russes face à la France et à ses mandataires en Centrafrique. Elle a également appelé le président Macron à retirer ses troupes et à cesser de piller le Mali et les ressources naturelles du Sahel. La vidéo a recueilli plus de 114 000 vues et 5 000 « j'aime ».

La désinformation russe et le groupe Wagner en Afrique Malgré les sanctions internationales et la révélation de leurs liens avec le Kremlin, des protagonistes en lien avec Evguéni Prigojine continuent d'opérer en Afrique. Ils utilisent la désinformation dans des situations agitées pour accroître l'influence de la Russie et atteindre les objectifs clés du Kremlin. Pour limiter l'impact de cette désinformation sur le continent, l'une des étapes essentielles est de comprendre son rôle dans la stratégie du Kremlin pour l'Afrique et de le mettre en lumière.
state.gov

Comment adapter son outil militaire durant un conflit. L'exemple de la guerre des Malouines

L'analyse des outils militaires sous le prisme du cycle DORESE (1) permet une étude exhaustive de l'adaptation de ceux-ci par les deux belligérants. Présentée de façon chronologique, elle met en exergue le rôle crucial du facteur humain, celui fondamental de la logistique et ceux primordiaux des équipements et de l'entraînement, ce dernier aspect n'étant pas forcément allé jusqu'au bout du processus escompté, et ce dans chacun des camps.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Les autorités britanniques ont réalisé tardivement qu'elles feraient face à une véritable stratégie du « fait accompli » qui se traduirait par une offensive sans préavis. En raison de la distance considérable qui le sépare de ses possessions, et de l'état de ses forces armées à l'époque, le Royaume-Uni n'avait d'autre choix que de réaliser un véritable tour de force en matière d'adaptation, lequel sera finalement au rendez-vous.

Le 6 mars 1982, le plan d'invasion des îles Malouines planifié par les armées argentines est approuvé, l'accent étant mis sur la surprise stratégique, clé de voûte de l'opération. Le 19 mars, les Britanniques soupçonnent l'armée de l'air argentine (Fuerza Aérea Argentina – FAA) d'avoir effectué des missions de reconnaissance aérienne lors des quatre derniers jours, notamment au-dessus de Port Stanley, provoquant l'inquiétude du gouverneur des îles. Le 27 mars, des renseignements américains et britanniques confirment l'activité inhabituelle de la marine argentine et concluent à l'imminence d'une action d'envergure. Le 28 mars voit la clôture officielle des manœuvres de la marine argentine et, dès le lendemain, 14 navires embarquant 4 500 fusiliers marins quittent Puerto Belgrano pour participer à des manœuvres navales conjointes avec la marine uruguayenne. Il s'agit en fait d'un leurre avec la complicité tacite des Uruguayens.

« Corporate »

Le 31 mars 1982, les Britanniques reçoivent de la part des services de renseignement américains la confirmation du plan d'invasion argentin. Dans la soirée, le Premier ministre, Margaret Thatcher, préside une réunion de crise au cours de laquelle est décidée la mise sur pied d'une force expéditionnaire (Task force – TF) de reconquête devant appareiller sous quatre jours. L'opération, nommée « Corporate », est constituée de trois composantes :

- tout d'abord, une composante navale de 36 navires de guerre (dont deux porte-aéronefs), cinq sous-marins nucléaires et un conventionnel, totalisant 220 000 t, ainsi que 68 navires de transport et de soutien logistique (dont trois paquebots réquisitionnés) totalisant 980 000 t ;
- ensuite, une composante aérienne de 43 avions de combat, 165 hélicoptères, 60 avions de transport mobilisés pour le pont aérien à destination de l'île britannique de l'Ascension et 36 avions à long rayon d'action basés sur cette même île ;
- enfin, une composante terrestre comprenant la 3e brigade commando, la 5e brigade d'infanterie et des forces spéciales réunissant 9 000 combattants professionnels, huit blindés légers et 24 pièces d'artillerie lourde.

L'opération étant essentiellement dirigée par la marine, le commandement de la TF est confié à un amiral. Le général ayant la responsabilité de la composante terrestre appartenant au corps des Royal Marines dépend de ce fait directement de la Royal Navy. Les unités de la Royal Air Force (RAF) intégrées au sein du corps expéditionnaire passent sous contrôle opérationnel de la marine. La même option est également retenue pour les quelques unités de l'Army engagées dans l'opération.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

La préparation du corps expéditionnaire dans des délais si contraints n'est permise que par la grande flexibilité du système britannique et par une étroite collaboration entre les forces armées, la marine marchande, les ports, les arsenaux et les organismes de transport dépendant des ministères de la Défense et de l'Industrie.

L'opération « Corporate » est en effet rendue possible par la mise en œuvre d'une gigantesque manœuvre logistique qui représente le plus grand défi depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le déploiement des forces britanniques à 14 600 km nécessite la réquisition d'une cinquantaine de navires commerciaux et la mobilisation des ports et arsenaux qui acceptent de travailler 24 heures sur 24 pour entretenir et ravitailler quotidiennement hommes et matériels. Cependant, l'institution militaire et la société civile sont parfaitement conscientes que cet effort colossal ne peut être prolongé indéfiniment.

La flotte logistique convoie 100 000 t de fret et 400 000 t de carburant via la base aéroportuaire de Dakar mise à disposition par la France et où 40 % de la logistique transite, et via Freetown (Sierra Leone), pour atteindre l'île de l'Ascension.

La Royal Fleet Auxiliary (RFA) regroupe une centaine de bâtiments de soutien, dont 60 civils, qui œuvrent au profit de la Royal Navy. Sa flotte est composée de navires-ateliers et de bâtiments logistiques, habituellement loués à des courtiers civils, et pouvant être mobilisés en période de conflit (2). Stationnée en Géorgie du Sud, elle est chargée de la logistique en carburant, munitions, pièces détachées à destination des navires, hélicoptères et avions, ainsi que des vivres. La RFA dépend du Ministry of Defense (MoD), et ses 2 300 membres d'équipage sont en majorité des civils chinois encadrés par des marins de la Royal Navy. Suivant le même principe de fonctionnement, le Royal Maritime Auxiliary Service (RMAS) regroupe tous les navires de servitude de la Royal Navy, à savoir les remorqueurs, dont ceux de haute mer, les navires hydrographiques et les câbliers.

La zone de soutien logistique de réparation et de remorquage (3) regroupe les remorqueurs de haute mer, les pétroliers et les navires-ateliers au profit des bâtiments de la TF. Elle est située à 370 km au large des Malouines, soit en dehors du rayon d'action des chasseurs argentins, mais suffisamment près du théâtre d'opérations. Cette zone est reliée à l'île de l'Ascension par une chaîne de pétroliers ravitailleurs remplissant la fonction de stations-service flottantes sur 6 200 km.

Le 1er avril 1982, les troupes terrestres britanniques sont mises en alerte en fin de journée. La première mission de la RAF est d'acheminer en urgence du matériel sur la base avancée de l'île de l'Ascension. En moins de 100 jours, elle va effectuer plus de 600 rotations avec les avions de transport et de ravitaillement en vol, qui permettent d'acheminer plus de 6 000 t de fret et 5 000 passagers sur plus de 13 000 km. La flotte de ravitailleurs en vol comprend 25 anciens bombardiers modifiés, six Vulcan K2 et 19 Victor K2, lesquels connaissent des difficultés de maintenance et donc de disponibilité, ainsi que quatre avions de transport C-130 CK1 Hercules tout juste reconfigurés. À partir du 15 avril, sept C-130 Hercules sont équipés d'une perche de ravitaillement et de projecteurs afin de permettre le ravitaillement de nuit au-dessus de l'Atlantique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Le problème qui se pose est de permettre au quadriréacteur Victor, dont la vitesse minimale est de 425 km/h, de pouvoir ravitailler le C-130 Hercules à turbopropulseurs dont la vitesse maximale à pleine charge est de 390 km/h. Les aviateurs vont innover avec la technique du ravitaillement en toboggan, c'est-à-dire en procédant au ravitaillement en descente, permettant au C-130 Hercules d'atteindre la vitesse compatible avec celle du ravitailleur pendant 20 minutes. Au départ de l'île de l'Ascension, les transporteurs C-130 peuvent alors effectuer des missions de largage de ravitaillement des troupes au sol jusqu'aux Malouines, mais en n'emportant que 25 % de leur charge utile.

L'opération argentine « Rosario » débute le 2 avril, laquelle engendre des négociations tous azimuts pour se procurer entre autres des missiles Exocet, accélérer la livraison de neuf chasseurs Super-Étendard et acquérir des avions de patrouille maritime Orion. En vain.

En France, le président François Mitterrand gèle immédiatement toutes les livraisons d'armements à destination de l'Argentine, soit neuf chasseurs Super-Étendard, dix missiles antinavires Exocet et plusieurs batteries de missiles antiaériens Roland. Les services secrets français coopèrent pleinement avec leurs homologues britanniques, mettant sur écoute les officiers argentins envoyés en France pour acquérir de nouveaux missiles Exocet. Le soutien français au Royaume-Uni est avant tout dicté par des considérations pragmatiques et géopolitiques, car, tout comme Londres, Paris craint qu'une défaite britannique n'encourage l'Union soviétique à pousser ses pays satellites dans des actions agressives visant certains de ses territoires d'outre-mer ou États avec lesquels il a conclu des accords de défense.

L'adaptation des Argentins

Concernant les équipements argentins, la FAA aligne 130 appareils de combat au début du conflit, lesquels effectuent 700 sorties, avec un taux d'attrition des missions offensives de l'ordre de 8 %. Sur 17 intercepteurs Mirage III EA, 12 sont opérationnels. Ils sont équipés du radar Cyrano II bis, une version dégradée du radar Doppler équipant les Mirage III E français, d'une portée maximum de 25 nautiques. Seule une patrouille de quatre est intervenue le 1er mai sur une unique mission d'assaut air-surface avec des bombes de 450 kg et des canons. À l'issue de ces passes de tir sans réels dommages sur l'escadre britannique, deux SeaHarrier les engagent. En théorie, les intercepteurs d'origine française sont largement supérieurs aux chasseurs embarqués STOVL/VTOL (4) britanniques. Cependant, trois facteurs changent cette donne.

Premièrement, l'engagement visuel en combat rapproché ou tournoyant est l'apanage des SeaHarrier, difficilement détectables et à garder en visuel à cause de leur gabarit compact et de la faible traînée générée par leur réacteur. Leurs tuyères sont dotées d'un système d'orientation de la poussée permettant aux pilotes britanniques des manœuvres évasives imprévisibles qu'un Mirage ne peut absolument pas contrer. Deuxièmement, les contrôleurs aériens de la Royal Navy sont expérimentés et les radars associés sont de qualité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Et surtout, les États-Unis ont fourni en urgence le missile air-air AIM-9L Sidewinder, version la plus moderne pouvant être tirée sous tous les angles et pas exclusivement en secteur arrière de la cible poursuivie. En revanche, cette limitation technologique s'applique au missile air-air infrarouge R550 Magic français que les pilotes argentins viennent de recevoir, sans avoir d'ailleurs eu le temps de s'y familiariser.

Dès le premier combat aérien, le couple SeaHarrier/Sidewinder a le dessus et, en dehors de quelques missions d'escorte de bombardiers Canberra, les Argentins, conscients de la supériorité aérienne britannique, cantonnent les Mirage III EA également équipés d'anciens AIM-9B Sidewinder (cette version datant des années 1960) à la protection du continent dans la crainte de raids de bombardiers Vulcan contre leurs principales bases.

Sur dix bombardiers Canberra, sept sont opérationnels avec une capacité de 2 700 kg de bombes en soute, généralement six bombes Mk 83 de 450 kg. À cause de leur faible vitesse et de leur manque de maniabilité qui ne leur laisseraient aucune chance de fuite face aux SeaHarrier, les pilotes argentins demandent à ce qu'ils ne soient employés que pour des missions à haute altitude de nuit. Sans surprise, celles-ci n'auront quasi aucun effet contre les troupes britanniques.

Chaque nuit, des C-130 Hercules ravitaillent la garnison de Port Stanley en hommes et en matériel depuis la côte argentine, distante de 900 km. Ce ravitaillement nocturne perdure jusqu'à la dernière nuit de la guerre. À noter que, par deux fois, un C-130 tente de bombardier des pétroliers britanniques de soutien logistique, en larguant manuellement des bombes par la tranche arrière, sans résultat.

Pour l'aéronavale argentine, le porte-avions Veinticinco de Mayo (de construction britannique et datant de la Deuxième Guerre mondiale avec une catapulte de l'immédiat après-guerre) ne peut, le 2 mai, catapulter ses A-4Q Skyhawk armés par manque de vent. Le plan d'une attaque combinée des A-4Q avec le croiseur Belgrano contre la task force britannique distante de 300 km est donc rendu impossible. Une fois consignés à leur port d'attache en raison de la menace que font peser les sous-marins britanniques, les dix A-4Q Skyhawk sont débarqués du porte-avions et redéployés aux côtés des 41 autres A-4 de la FAA.

Les cinq chasseurs Super-Étendard (dont un est gardé en réserve) sont dotés du radar embarqué Agave et utilisés par patrouilles de deux pour les missions d'assaut contre les bâtiments de la TF britannique, chacun armé d'un missile AM-39 Exocet sous l'aile droite. Après le tir du missile Exocet, qui vole à 1 100 km/h, les pilotes font demi-tour, ne sachant pas si un coup au but sera porté, ni la nature exacte du bateau ciblé. C'est de fait l'écoute du bulletin d'information de la BBC qui permet de conclure le compte-rendu de mission ! Considérés comme étant encore très précieux une fois le stock de missiles AM-39 Exocet épuisé, ces appareils ne sont plus utilisés pour aucune mission de chasse ou d'assaut.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

L'état-major de l'Armada n'arrivant pas à importer de nouveaux Exocet, une solution originale est trouvée début juin : un aviso endommagé et immobilisé en cale sèche est toujours doté de ses deux conteneurs de MM-38 Exocet en version mer-mer, qui seront démontés et transformés pour être couplés avec le radar terrestre de Port Stanley, ces missiles devenant de fait des TM-38. Il est à noter que ce concept de batterie terrestre sera ensuite repris par le constructeur du missile (Aérospatiale). Le dernier missile est tiré de nuit le 12 juin, et endommage le destroyer HMS Glamorgan. Huit missiles de ce type (cinq AM-39 et trois MM-38 modifiés) sont tirés et trois atteignent leur objectif, soit une efficacité relative du fait du manque de pratique des techniciens et pilotes.

L'adaptation des Britanniques

Du côté britannique, la Royal Navy déploie des destroyers Type 42, mais l'absence de moyens aériens d'alerte avancée oblige à les disposer en avant de la flotte, et donc à les exposer. Le HMS Sheffield est touché par un missile Exocet le 4 mai et coule six jours après, le HMS Coventry connaissant le même sort le 25 mai après avoir été frappé par trois bombes larguées d'un A-4C. Ils sont équipés des très performants missiles Sea Dart de défense aérienne à longue portée (32 km) couvrant de la haute à la basse altitude, mais leur défense aérienne rapprochée n'est constituée que de trois canons.

Quant aux frégates Type-22, elles sont équipées de missiles surface-air Seawolf d'une portée de 9 km couvrant la moyenne et la basse altitude et particulièrement performants contre les appareils volant au ras des flots. Les deux systèmes d'armes étant complémentaires, ils sont associés à compter du 9 mai, cette combinaison étant dénommée 42/22 et employée en vue de protéger les porte-aéronefs et de défaire l'aviation argentine dans la perspective d'un débarquement ultérieur.

Sous les flots, les trois sous-marins nucléaires d'attaque de classe Valiant, de 4 900 t en plongée, ont pour mission de couvrir les avants de la TF et essentiellement de détruire les sous-marins argentins à propulsion classique, et de pister la flotte argentine. Les sous-mariniers constatent le manque de fiabilité des nouvelles torpilles filoguidées Tigerfish, les tirs de ce modèle se soldant tous par des échecs ! Ce sont d'ailleurs de vieilles torpilles lourdes non guidées tirées par le HMS Conqueror qui coulent le croiseur General Belgrano le 2 mai.

Dans la Royal Air Force, six bombardiers lourds Vulcan, normalement conçus pour des missions de frappe nucléaire, sont transformés en bombardiers conventionnels capables d'emporter 10 t de bombes et une nacelle de guerre électronique américaine de type AN/ALQ-101. Les missions « Black Buck » ont pour objectif l'aéroport de Port Stanley. Le 1er mai, un Vulcan du Bomber Command décolle de l'île de l'Ascension et largue ses 21 bombes de 450 kg sur les pistes de l'aéroport. Le bombardement se fait sans visibilité, par la technique de visée radar à 5 km de l'objectif. Après un vol de 15 heures et 45 minutes sur 7 860 nautiques et six ravitaillements en vol sur des Victor, la piste est touchée en travers, ce qui gêne les opérations aériennes pendant quelques jours. Il est à noter l'absence de tir en provenance des batteries sol-air argentines équipées de missiles Roland.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Cinq autres raids par des bombardiers Vulcan visent les installations de l'aéroport jusqu'au 12 juin, dont des missions avec missiles AGM-45 Shrike contre son radar de surveillance TPS-43. Pour faire croire à l'efficacité des bombardements, de faux cratères sont réalisés à l'aide de terre sur la piste, donnant l'illusion aux services de renseignement que celle-ci est inutilisable. Mais, malgré les tonnes de bombes non guidées larguées au cours de ces six missions, la piste reste utilisable et le radar n'est pas détruit. Si la réelle efficacité de ces missions reste purement officielle, celles-ci démontrent cependant aux Argentins que la RAF est en mesure de bombardier les Malouines, voire de frapper l'Argentine. En conséquence, les Mirage III EA sont cantonnés à la défense de Buenos Aires, soit très loin des combats aériens au-dessus de l'archipel.

Dans l'aéronavale britannique, la Fleet Air Arm, le manque de pilotes de chasse sur SeaHarrier FRS.1 est tel qu'il faut faire appel à deux d'entre eux qui n'ont pas encore terminé leur transformation opérationnelle et recruter sept pilotes de la RAF qualifiés sur Harrier GR.3. À partir des deux porte-avions légers HMS Hermes et HMS Invincible, les 22 SeaHarrier FRS.1 effectuent 1 735 sorties, soit une moyenne de plus de 17 sorties par jour. Ces chasseurs légers dotés du radar Blue Fox (à la capacité de look-down (5) très limitée) n'ont qu'un faible rayon d'action et leur charge militaire est restreinte : deux canons de 30 mm montés en nacelle sous le fuselage et deux missiles air-air AIM-9L Sidewinder, soit la version la plus récente qui donne la maîtrise de l'air avec un taux d'efficacité de 70 % (18 avions détruits pour 26 missiles tirés). L'examen détaillé des différents combats aériens montre que le cas le plus fréquent est une patrouille légère de deux SeaHarrier FRS.1 interceptant une formation de trois ou quatre chasseurs-bombardiers argentins.

Le 30 avril, le président américain Ronald Reagan annonce officiellement le soutien de son pays au Royaume-Uni et l'octroi d'une aide importante en équipements militaires pour les forces britanniques. Le 10 mai, le Sénat américain adopte, par 79 voix contre une, une résolution actant ce soutien.

L'île de l'Ascension est britannique, mais la base aérienne de Wideawake a été construite par les Américains pour l'installation d'une station d'écoute électronique et de relais de satellites utilisée par la National Security Agency (NSA) dans le cadre du programme d'écoute Échelon. Dans les faits, ceux-ci mettent leur base à la disposition des Britanniques dès le début de la crise. La piste de 3 200 m permet depuis 1962 à des avions très gros porteurs d'atterrir de jour comme de nuit, et, à la mi-avril, l'activité de l'aéroport comptabilise près de 400 mouvements par jour, soit l'équivalent du trafic de l'aéroport de Chicago à la même époque. Cette île se trouve à 6 800 km de Londres et à 6 200 km de Port Stanley, et sert aux Britanniques de base d'opérations interarmées avancée et de principal relais logistique. Cette possession de l'empire britannique, à mi-chemin entre la métropole et les îles Malouines, se révèle être un élément majeur dans la reconquête des Malouines. Sans cette plateforme logistique et opérationnelle au milieu de l'océan Atlantique, la reconquête des Malouines aurait été beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. Les stocks de pièces de rechange et de munitions chargés au plus vite dans les ports britanniques y sont triés avant d'être redistribués. Le ravitaillement se fait directement sur les navires restés au large via la noria d'une trentaine d'hélicoptères.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Dès lors que Washington choisit son camp, la logique de la guerre froide s'impose et le Kremlin propose son aide à l'Argentine. Cependant, la junte au pouvoir étant fondamentalement anticommuniste, elle décline poliment l'offre soviétique, quitte à se priver de matériels et d'un appui en renseignement. Prenant acte, l'URSS met en œuvre ses moyens à son propre profit, et lance plusieurs satellites Cosmos pour suivre les mouvements de la flotte britannique, en complément de « chalutiers » dans sa traditionnelle technique d'espionnage. Les Soviétiques déploient également leurs avions de surveillance maritime Tu-142 basés à Cuba et à Luanda (Angola). Le 14 mai, l'URSS dénonce la zone d'exclusion décrétée par Londres et apporte son soutien verbal à l'Argentine. Les seuls pays qui approuvent l'invasion sont le Venezuela et le Pérou, ce dernier livrant officiellement dix chasseurs Mirage III à l'Argentine le 6 juin, soit bien tardivement.

La conduite des opérations

Le 20 mai, l'amiral Woodward reçoit officiellement l'ordre du cabinet de guerre d'entreprendre la reconquête des Malouines en épargnant au maximum les vies humaines. Dans la nuit suivante commence le débarquement dans la baie de San Carlos.

Les missiles antichars MILAN sont emportés pour contrer les deux escadrons de blindés légers AML-90 Panhard. Or ceux-ci n'étant pas utilisés à cause de divisions internes et de la paralysie de l'état-major argentin qui en résulte, une centaine de MILAN sont de fait mis en œuvre contre les fortifications argentines. Les tirs de ce missile antichar contribuent efficacement à neutraliser les points de résistance. Ce type d'utilisation non envisagée par la doctrine occidentale illustre le pragmatisme des soldats britanniques.

Le ravitaillement quotidien d'une brigade d'infanterie représente 200 t réparties en munitions, carburant, eau potable, vivres, etc. Pendant ce conflit, la consommation de cartouches de petit calibre et de grenades s'avère cinq fois supérieure aux estimations initiales ! La plupart des combats contre les positions argentines sont appuyés par les pièces de 105 mm de l'artillerie, à défaut des mortiers, et par les canons des bâtiments croisant au large des côtes.

Les troupes britanniques privilégient le combat de nuit pour prendre possession des reliefs autour de Port Stanley, et bien que les tireurs d'élite argentins ne disposent que du vénérable fusil Mauser 7,62 mm modèle 1898, les lunettes de visée à amplification de lumière causent de nombreuses victimes dans les rangs des parachutistes britanniques lors de la bataille du mont Longdon, et dans ceux des gardes écossais sur le mont Tumbledown. Sur l'île, la logistique argentine devient rapidement déficiente et ne permet pas de distribuer les vivres en quantité suffisante. En plus de la faim, la plupart des soldats argentins souffrent du froid, leurs manteaux israéliens n'étant pas adaptés à ces latitudes. Dans la nuit du 11 au 12 juin, le premier rempart de défense autour de Port Stanley tombe.

Au dernier acte de la bataille terrestre, la reconquête de Port Stanley, les Argentins sont certes solidement retranchés, mais leurs conditions de vie restent précaires, tandis que les Britanniques ont l'initiative et un moral bien meilleur.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Le commandement argentin porte trop peu d'attention au moral de son personnel, alors que celui britannique tient compte de ce facteur, lequel explique partiellement l'issue de ce conflit. Certes, le choix d'une armée de métier bien entraînée est judicieux, mais si les soldats britanniques refoulent inexorablement les défenseurs dans leurs derniers retranchements, c'est principalement dû à leur motivation, à leur esprit d'équipe et à leur sens de la discipline. Parallèlement, la chaîne sanitaire argentine ne dispose que de moyens vétustes et peu nombreux, avec une organisation très déficiente. Quant aux blessés britanniques, ils sont presque tous soignés en moins de six heures, et plus de 90 % survivent.

Le matin du 14 juin, toutes les hauteurs entourant Port Stanley sont sous contrôle britannique, les troupes argentines se retrouvant encerclées dos à la mer. Celles-ci fuient en désordre, laissant derrière elles armes et paquetages, tandis que les 38 pièces d'artillerie et les 46 blindés légers sont abandonnés sans même être détruits par leurs servants et équipages.

L'adaptation post-conflit

À l'issue de ce conflit, la première adaptation britannique se fera au niveau stratégique. En effet, les officiers généraux affectés au quartier général de Northwood se plaignent des nombreuses décisions du Premier ministre britannique qui interfèrent de façon intempestive dans la conduite des opérations. Pour éviter que de tels désagréments ne se reproduisent, deux nouvelles structures sont créées, l'une permettant au Premier ministre de gérer les aspects politiques d'une crise depuis le siège du gouvernement, l'autre offrant aux stratèges militaires la capacité de gestion d'opérations militaires depuis Northwood.

La palme de l'adaptation de l'outil militaire revient donc quasi exclusivement au Royaume-Uni, illustrant le rôle fondamental du soutien au profit des 110 navires, 9 000 hommes et 200 aéronefs projetés à 14 000 km de là. Le partenariat établi avec la France permet également un entraînement minimal face aux systèmes d'armes adverses redoutés et mis sous embargo. Mais surtout, le véritable tour de force est en provenance des troupes qui, privées d'hélicoptères lourds, doivent pour la plupart traverser l'île à pied dans des conditions climatiques semblables à celles précédemment rencontrées lors d'entraînements en Écosse et en Norvège. L'adaptation du combattant reste donc bien le facteur premier.

Notes

(1) *Doctrine, organisation, ressources humaines, équipements, soutien et entraînement (auquel sera ajouté l'aspect du partenariat).*

(2) *Shiptaken up from trade (STUFT), désignation attribuée aux navires civils britanniques réquisitionnés pour un usage gouvernemental, en particulier en temps de guerre. En France, une procédure similaire est définie par le Code de la défense concernant le transport maritime d'intérêt national (TRAMIN).*

(3) *Towing, repair and logistics area (TRALA).*



(4) *Short take off vertical landing (STOVL) : décollage court et atterrissage vertical ; Vertical take off and landing (VTOL) : décollage et atterrissage verticaux.*

(5) *Capacité de détection du radar vers le bas, associée au tir de missile vers le vas « shoot-down ».*

areion24.news

Économie de guerre : Un député appelle à cesser de faire adopter aux armées des normes issues du monde civil

Alors qu'il n'est désormais plus quasiment question que d'économie de guerre, est-il opportun de faire adopter aux forces armées des normes issues du monde civil, comme par exemple la réglementation européenne REACH pour les composants pyrotechniques des missiles? Dans l'avis budgétaire sur les crédits du programme 146 « Équipements des forces - Dissuasion » qu'il vient de remettre au nom de la commission de la Défense, le député Mounir Belhamiti [Renaissance] estime en tout cas que le temps est venu d'y mettre le holà.

En effet, il ressort des auditions qu'il a menées pour les besoins de son rapport que « l'inflation normative et les contraintes entraînées par celle-ci sur le développement des programmes d'armement génèrent des coûts et des délais supplémentaires. Et cela alors que, pour la plupart, ces normes « ne sont pas nécessairement adaptées aux équipements militaires ».

Et de donner quelques exemples assez éloquentes. « Est-il indispensable d'équiper le canon Caesar de la solution AdBlue, additif anti-pollution? », a ainsi demandé le député, qui s'interroge aussi sur la « certification de nature civile pour le parachutage militaire depuis un A400M » ou encore sur la qualification du drone tactique Patroller [destiné à l'armée de Terre] sous la norme dite Stanag 4671.

Sur ce dernier point, celle-ci vise à permettre aux aéronefs télépilotés d'opérer dans l'espace aérien d'autres membres de l'Otan. Ce qui n'est pas forcément inutile. En revanche, d'autres réglementations, comme l'arrêté du 24 décembre 2013, lequel impose « que tout drone de plus de deux kilogrammes soit certifié dès lors qu'il est opéré en dehors de la portée visuelle de son téléopérateur ».

Selon le M. Belhamiti, une telle exigence « conduit à devoir appliquer un processus de certification complet pour des drones dont la mission ne les conduira à survoler aucune population, telles que par exemple les drones utilisés par la marine ».

Toujours dans le même domaine, le député appelle à revoir les règles de navigabilité qui, issues du monde civil, s'imposent aux aéronefs militaires, comme le prévoit un décret publié en avril 2013 [et ayant depuis fait l'objet de six arrêtés].



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

« Cette réglementation est génératrice d'une grande complexité en ce qu'elle a été appliquée rétroactivement à des aéronefs qui n'étaient pas conçus initialement pour répondre à de telles exigences. Ainsi, un grand nombre de pièces d'aéronefs ne sont pas conformes aux exigences de la réglementation navigabilité », souligne M. Belhamiti.

Ainsi, s'agissant des seuls Mirage 2000, 215'000 pièces - neuves - seraient devenues inutilisables depuis que cette réglementation est entrée en vigueur. « Cette immobilisation des stocks conduit à multiplier les prélèvements des pièces compatibles avec la réglementation navigabilité sur d'autres aéronefs, ce qui affecte au final la disponibilité globale des avions », note le député.

Aussi, avance-t-il, cet exemple est « symptomatique des contraintes que nous nous sommes auto-imposées, et ce pour une faible valeur ajoutée » étant donné qu'il y a « fort à parier que le Mirage 2000 volerait dans des conditions de sécurité appropriées avec ses 215 000 pièces non reconnues par la nouvelle réglementation ».

Selon M. Belhamiti, si de telles normes pouvaient se justifier quand il s'agissait de « profiter des dividendes de la paix », elles constituent désormais un « véritable frein pour la mise en place d'une économie de guerre ». Et d'insister sur le fait que ces « contraintes auto-imposées » et souvent non justifiées, génèrent « non seulement des délais supplémentaires - plus d'une année pour la certification de certains drones par exemple -, mais constitue également un facteur de coûts non négligeable ».

Aussi plaide-t-il pour une réforme qui donnerait plus d'autonomie aux « autorités d'emploi », en particulier en matière de navigabilité aérienne, les forces armées étant les mieux placées pour « décider si un aéronef est apte au vol, nonobstant le fait que certains éléments conformes dudit aéronef ne soient pas strictement conformes aux exigences de la réglementation ».

Plus généralement, le député estime nécessaire de « modifier notre culture du risque », en « passant du 'zéro risque' à une approche fondée sur une maîtrise raisonnée du risque ». En clair, il faudrait « réinterroger les contraintes imposées lors de la qualification du matériel à l'aune des conditions d'emploi dudit matériel », précise-t-il, soulignant que les travaux sur l'économie de guerre sont une « véritable opportunité pour changer de paradigme » et « mettre fin à cette inflation normative ».

Cela étant, le problème soulevé par le parlementaire n'est pas nouveau. Et il avait même été évoqué, en des termes plus généraux, par la Revue stratégique actualisée [en janvier 2021, ndlr], celle-ci ayant souligné que les armées étaient de « façon croissante assujetties à des normes de droit qui ignorent parfois la singularité du métier militaire ».